

OUTILS POUR LA CONSOLIDATION ET L'AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE FACE AUX ENJEUX  
ENVIRONNEMENTAUX DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE

Par  
Jonathan Croteau

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Gérard Denoual

MAITRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2020

## SOMMAIRE

Mots-clés : résilience, communauté, environnement, changements climatiques, analyse, démarche, MRC, développement durable

Le but de l'essai est de consolider et d'améliorer la démarche de résilience de la municipalité régionale de comté de Lotbinière. L'objectif est aussi de faire la promotion de telles démarches dans d'autres municipalités régionales de comté. Dans le contexte de l'essai, la résilience se réfère aux enjeux environnementaux qui correspondent aux changements climatiques par l'émission de gaz à effet de serre et aux conséquences des activités humaines sur l'environnement. La résilience se définit par un processus qui se traduit sous différentes formes; ici les deux principales sont la catégorisation des ressources présentes sur un territoire et la présentation des étapes importantes à franchir dans le processus.

Dans le cas de la région de Lotbinière, la démarche s'est concrétisée à la suite du forum citoyen Demain Lotbinière, on s'emballe pour le climat! en 2018. Cet événement a mené à la création d'une table de concertation qui est devenue l'organisation Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière. Son influence sur le territoire se traduit par la sensibilisation, la mobilisation et la concertation des acteurs.

Les exemples de communautés ayant des objectifs de résilience montrent que l'innovation par la communication, la participation citoyenne, l'identification au territoire et les finances ont été les éléments principaux dans les actions de résilience. Ces éléments ont permis d'analyser la situation à partir de parties prenantes dans Lotbinière et d'en faire des recommandations.

Pour l'ensemble des recommandations, la collaboration et la concertation entre les acteurs sont des éléments centraux. La participation citoyenne et l'acceptabilité sociale permettent de compléter la démarche. Il est donc important que les organisations partagent de l'information sur ce qu'elles font et leur moyen de financement. La valorisation des actions citoyennes dans un but d'améliorer la qualité de l'environnement ou le milieu social doit se faire de la part des organisations et aussi des instances municipales. La réduction des émissions de gaz à effet de serre peut se faire par des initiatives de compensation planifiées par les dirigeants locaux. La Table peut aussi créer une communauté de pratiques entre ses membres toujours dans l'optique de diminuer les gaz à effet de serre. L'organisation des événements peut se coordonner entre organisations sur un échéancier annuel tout en faisant un suivi des actions.

## **REMERCIEMENTS**

Je souhaite tout d'abord remercier Martin Vaillancourt de m'avoir donné l'opportunité de collaborer avec le CRECA. Ses conseils et son appui ont permis la réalisation et la bonification de ce travail. Je remercie aussi Virginie Clet-Ortega pour ses réflexions, sa relecture et son appui dans la recherche d'informations. Également, un merci à toute l'équipe du CRECA pour leur accueil.

Je suis également reconnaissant du soutien de mon directeur d'essai Gérard Denoual pour les réflexions apportées et ses commentaires constructifs.

Ensuite, un énorme merci aux personnes qui ont pris le temps de répondre à mes appels et à mes courriels (annexe 1). Les informations partagées ont rendu davantage pertinente l'écriture de l'essai.

Finalement, je remercie toutes les personnes de mon entourage qui m'ont encouragé. Un merci tout spécial à ma sœur Jess, à mon amie Bernie et à Johanne.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1. LE CONCEPT DE RÉSILIENCE.....	4
2. LA RÉSILIENCE DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE .....	9
2.1 Portrait actuel de la résilience.....	9
2.1.1 Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière .....	9
2.1.2 Groupes d'action .....	10
2.1.3 MRC de Lotbinière .....	10
2.1.4 Les municipalités .....	10
2.1.5 Société d'aide au développement de la collectivité (SADC).....	12
2.1.6 Goûtez Lotbinière .....	13
2.1.7 Aide alimentaire Lotbinière.....	13
2.1.8 Pôle agroalimentaire de Lotbinière .....	14
2.1.9 Union des producteurs agricoles.....	14
2.1.10 de bassin versant de la zone du Chêne .....	15
2.1.11 Ressourcerie de Lotbinière.....	15
2.1.12 Recyclerie Recyc-Lav.....	15
2.1.13 Le Cercle des fermières .....	16
2.1.14 La Coop FA.....	16
2.1.15 Société d'horticulture de Saint-Apollinaire .....	16
2.1.16 Amis du marais de Sainte-Antoine-de-Tilly .....	17
2.1.17 Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière .....	17
2.1.18 Scouts .....	17
2.1.19 Centre-Femmes de Lotbinière et L'Oasis .....	17
2.2. Éléments de résilience.....	19
3. COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES.....	23
3.1 Illustrations de communautés résilientes .....	23
3.1.1 Municipalité de Sainte-Flavie .....	24

3.1.2	Municipalité de Saint-Raymond-de-Portneuf .....	25
3.1.3	MRC de Maskinongé.....	26
3.1.4	Ville de Nicolet et MRC Nicolet-Yamaska .....	28
3.1.5	Communautés des Premières Nations du Québec et du Labrador.....	29
3.1.6	Municipalité du canton de Saint-Camille .....	29
3.1.7	MRC d'Argenteuil .....	31
3.1.8	Ville de Vaudreuil-Dorion et MRC de Vaudreuil-Soulanges .....	32
3.1.9	MRC de Brome-Missisquoi .....	33
3.1.10	Ville de Matane .....	34
3.1.11	Ville de Laval.....	35
3.1.12	Initiatives en lien avec la pandémie de la COVID-19 .....	36
3.2	Analyse du processus .....	37
4.	ANALYSE COMPARATIVE .....	41
4.1	Analyse par parties prenantes.....	41
4.1.1	Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière et groupes d'action.....	41
4.1.2	OBV du Chêne.....	43
4.1.3	Ressourcerie de Lotbinière et la recyclerie Recyc-Lav .....	44
4.1.4	Organisations communautaires .....	45
4.1.5	MRC de Lotbinière .....	46
4.1.6	Municipalités .....	48
4.1.7	SADC Lotbinière .....	49
4.1.8	Goûtez Lotbinière — Pôle agroalimentaire de Lotbinière — UPA .....	50
4.1.9	Aide alimentaire Lotbinière.....	50
4.1.10	Coop FA .....	51
4.2	Regard sur l'analyse.....	52
5.	RECOMMANDATIONS.....	55
	CONCLUSION .....	59
	RÉFÉRENCES .....	62

ANNEXE 1 — PERSONNES INTERROGÉES DANS LE CADRE DE L’ESSAI.....	68
--	----

## **LISTES DES FIGURES ET DES TABLEAUX**

Figure 3.1 Processus de l'innovation sociale..... 37

Tableau 2.1 : Portrait des organisations de la résilience dans la MRC de Lotbinière ..... 18

## **LISTES DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES**

CLD	Centre local de développement
CRECA	Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches
DD	Développement durable
GES	Gaz à effet de serre
IDDPNQL	Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
MRC	Municipalité régionale de comté
OBV	Organismes de bassin versant
SADC	Société d'aide au développement de la collectivité
TCCDL	Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière
UPA	Union des producteurs agricoles



## INTRODUCTION

La résilience des communautés est un moyen afin de répondre à la gravité de la crise environnementale actuelle. Au Québec, l'association Front commun pour la transition énergétique, a justement proposé une liste d'actions en faveur de la résilience des communautés. Les actions ciblent la carboneutralité dans un esprit de solidarité entre acteurs et de protection des milieux naturels (Front commun pour la transition énergétique, 2019). Ces actions font partie du document intitulé Projet Québec ZÉN zéro émission nette sur lequel peuvent s'inspirer autant les collectivités que les différents paliers de gouvernement.

La Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière (TCCDL) ou simplement Demain Lotbinière est une organisation qui s'inscrit dans cette vision de carboneutralité et souhaite mettre en place des actions de résilience dans la communauté. En effet, elle a pour mandat de « soutenir une démarche territoriale de diminution des gaz à effet de serre et de renforcer la résilience environnementale, économique et sociale du milieu » (Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière [TCCDL], s.d.c). Elle est composée de 24 membres auxquels des organisations ou des groupes citoyens peuvent s'y ajouter. Tous les membres ont une conscience écologique et ont une volonté d'agir pour diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

La TCCDL a débuté à la suite du forum citoyen Demain Lotbinière, on s'emballe pour le climat! à l'automne 2018 portant sur les enjeux environnementaux, sociaux et économiques liés aux changements climatiques tout en apportant des solutions concrètes. La Table s'est officialisée en tant qu'organisation en novembre dernier. Ce changement de statut lui permet d'être indépendante financièrement en faisant ses propres demandes de subvention. La transition écologique que souhaite mettre en place l'organisation se traduit par l'application du concept de résilience et par une redéfinition des habitudes de vie à l'échelle de la municipalité régionale de comté (MRC) de Lotbinière. Un des objectifs de la Table est aussi d'atteindre la cible de réduction des GES du gouvernement dans l'horizon 2030-2050 soit une diminution de 37,5 % d'ici 2030 et de 80 à 95 % d'ici 2050 (Gouvernement du Québec, 2012b). Le Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches (CRECA) fait partie des acteurs importants du projet étant donné qu'il assure une continuité avec une employée qui se concentre en partie sur le projet de la Table.

Les préoccupations environnementales qui ont stimulé la création d'une table de concertation proviennent de prospections gazières dans la MRC. En 2006, des entreprises prospectent le territoire afin de voir le potentiel d'exploitation du gaz de schiste. Le processus d'extraction de cette ressource se fait par fracturation hydraulique. Cette technique demande de grandes quantités d'eau afin de fracturer le shale et laisser le gaz s'échapper, ce qui contamine les eaux souterraines par l'évacuation

du méthane (Gagnon et al., 2016). Ce phénomène connu de la population marque le début de la contestation face au projet. Les gens se rallient à la protection de l'eau et à la volonté d'avoir des projets de développement qui sortent des énergies fossiles. L'organisation Saint-Antoine-de-Tilly Milieu de vie est issue de cette volonté. Un peu plus tard, le projet Énergie Est de TransCanada faisait passer une partie de l'oléoduc sur le territoire de la Ville de Lévis à proximité de la MRC. Une partie de la population contesta la venue d'un tel projet. Un comité s'est donc formé et a rejoint le Réseau de vigilance hydrocarbures Québec afin de faire une pression pour éviter l'approbation de l'oléoduc. Cela renforça le mouvement de contestation dans la région. La sensibilisation était au cœur des actions posées par les deux organisations avec des infolettres et des mémoires déposés. Un changement dans la réglementation, en 2018, empêchant la fracturation de la roche ainsi que l'abandon du projet Énergie Est par TransCanada marquent un tournant pour le comité qui s'affiche maintenant comme Lotbinière en transition. La mobilisation citoyenne est au cœur de ses principes afin d'entamer une transition écologique. Le forum qui a été créé en 2018 avec la collaboration de Saint-Antoine-de-Tilly Milieu de vie est un bon exemple. Un des objectifs était de rassembler les différents acteurs locaux afin que les gens puissent discuter de leurs préoccupations et des solutions dans le contexte de changements climatiques. La TCCDL est issue du forum et a fait ressortir les deux principaux thèmes sur lesquels les citoyens peuvent se concentrer afin d'entamer une transition soit l'autosuffisance alimentaire et la mobilité. Les actions et les moyens qui sont mis en œuvre pour accroître la résilience vont dans ce sens. Ils se concentrent principalement sur l'autosuffisance alimentaire étant donné que des actions de mobilité durable sont déjà entamées par la MRC et le CRECA. Il y a une distinction à faire entre Lotbinière en transition, Saint-Antoine-de-Tilly Milieu de vie et la TCCDL. Les deux premières œuvrent dans la sphère politique. Elles vont prendre position sur des projets et donnent également leur avis sur le développement souhaité sur leur territoire respectif d'action. La TCCDL est plus concrète, en proposant aux gens des outils d'adaptation de leur mode de vie afin de générer moins de gaz à effet de serre. (C. Dupuis, conversation téléphonique, 14 février 2020)

L'objectif de l'essai est de consolider et d'améliorer une démarche de résilience à l'échelle de Lotbinière en analysant et comparant la situation avec d'autres communautés. De plus, ce travail a pour but d'en inspirer d'autres afin qu'elles entament une telle démarche. La vision apportée avec ce travail permet d'avoir un autre regard sur la situation et de cibler des éléments manquants et ceux à maintenir. Dans le but d'obtenir de l'information pertinente pour ce travail, les responsables d'organisations ou de projets ont été rejoints par courriel ou téléphone. Autrement, la banque de données et de périodiques de l'Université de Sherbrooke a été consultée amenant principalement vers la plateforme ProQuest, ce qui a permis de recueillir les références scientifiques nécessaires à cet essai. Ces informations sont présentées en cinq chapitres.

Dans un premier temps, une définition du concept de résilience est proposée. De nombreuses manières d'interpréter ce concept existent dans le langage courant et dans la littérature. Une précision est donc de mise pour avoir une meilleure compréhension du concept tout au long du texte.

Dans un deuxième temps, un portrait des différents acteurs qui ont un rôle d'influence dans la résilience de la MRC est présenté. Ils peuvent agir ou agissent afin d'en faciliter le processus. La description de ces parties prenantes met aussi en lumière l'état actuel de la résilience sur le territoire de la MRC. Ensuite, une analyse de la situation actuelle avec des définitions de la résilience permet de saisir le processus dans la région de Lotbinière avec les concepts plus théoriques de la résilience.

Dans un troisième temps, des exemples de résilience au Québec sont décrits. Ils sont montrés dans le but de voir ce que certaines communautés ont su mettre en place par des initiatives citoyennes ou celles d'autres acteurs de la société afin de faciliter la résilience. Par la suite, des éléments du processus de résilience sont soulignés dans les exemples afin de cerner des concepts qui seraient applicables au contexte de Lotbinière.

Ces concepts sont repris dans un quatrième temps afin de faire l'analyse de la situation de la résilience dans la MRC avec les exemples de communautés présentés. Ce comparatif est établi selon les parties prenantes abordées au deuxième chapitre. Un parallèle se fait entre ce qu'elles font et ce qui pourrait être fait dans une optique de faciliter la résilience tout en utilisant les concepts identifiés au chapitre 3.

Finalement, un dernier chapitre récupère les éléments de l'analyse afin de faire des recommandations aux acteurs du milieu. Ces recommandations correspondent à un partage d'idées à la suite de réflexions et d'un constat de la situation.

## 1. LE CONCEPT DE RÉSILIENCE

Dans ce chapitre, différentes interprétations du concept de résilience sont décrites étant donné le large éventail d'appropriations du concept par les auteurs dans la littérature scientifique. Une étymologie est présentée au début, suivie par diverses interprétations qui en découlent.

Le terme de résilience tient son origine du latin *resilire* qui signifie sauter vers l'arrière. Cela traduit l'idée d'un recul possible après une situation perturbante ou stressante et la capacité de regrouper les moyens afin d'y faire face. À la base, le terme était utilisé, en France, pour se désengager d'un contrat ou d'une obligation. Le mot a fait aussi son chemin dans le monde anglo-saxon où l'idée de la capacité de prendre du recul par rapport à une situation, de là, le saut vers l'arrière a prédominé sur celle du désengagement (Tisseron, 2013). Aujourd'hui, la résilience se réfère à plusieurs disciplines scientifiques. Initialement, le concept aurait été développé en mathématique et en physique, mais pour d'autres en psychologie. Dans les deux cas, le concept est utilisé dans les sciences autant sociales que naturelles (Serfilippi et Ramnath, 2018). Dans le cadre de cet essai, la résilience fait référence aux disciplines de la sociologie et de l'environnement. Pour ce qui est de l'application du concept aux changements climatiques, l'Organisation des Nations unies en fait mention en 2004. Cette apparition dans les textes onusiens s'est inscrite dans une stratégie de prévention des catastrophes naturelles dont le risque d'occurrence est accru par les changements climatiques (Bériot, 2013). En effet, la résilience s'est développée au fil des dernières années marquées par de nouveaux défis étatiques et sociaux face aux changements climatiques (Summers, Smith, Harwell et Buck, 2017).

À l'échelle nationale, selon l'Office québécois de la langue française, la résilience se définit par « la capacité d'un système, une communauté ou une société à résister à une perturbation importante et à retrouver un niveau de fonctionnement acceptable » (Gouvernement du Québec, 2012a). Le gouvernement en fait notamment mention dans sa stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020 (Gouvernement du Québec, 2012b).

Au travers de cette définition, certains auteurs identifient trois capacités soit celle de l'absorption, de l'adaptation et de la transformation. L'échelle de temps permet de faire la distinction entre ces trois aptitudes. En effet, la première se réfère à l'habileté de réduire l'exposition dans une perspective d'atténuation des impacts de la perturbation. La deuxième illustre l'importance de trouver des moyens afin de trouver l'équilibre entre la situation actuelle et les comportements à adopter. Dans une perspective de long terme, cela va ensuite amener à des changements de la structure de la société, de là, la capacité de transformation. (Serfilippi et Ramnath, 2018)

D'autres chercheurs voient une dynamique chronologique entre les différentes capacités, ce qui permet de définir la résilience comme un processus d'actions qui mène à une finalité soit l'état de

bien-être. Pour arriver à cet état, sept principales catégories de ressources représentant la communauté sont proposées :

- Les ressources naturelles par les composantes des écosystèmes comme l'air, l'eau et la biodiversité;
- Les composantes culturelles par les différentes manières de penser et d'interpréter une situation;
- Le capital humain qui se présente sous l'éducation et les attributs personnels de chacun;
- Le capital social qui est représenté par les liens sociaux entre les différents groupes au sein de la communauté;
- Le capital politique qui correspond à la possibilité d'influencer les décisions politiques;
- Le capital financier qui réfère aux ressources financières (les revenus et les économies);
- Et le capital de construction en lien avec les infrastructures qui supportent les activités dans la communauté. (McCrea, Walton et Leonard, 2014)

Ces catégories de ressources permettent d'identifier celles présentes sur un territoire. De cette manière, il est possible de considérer que plus la disponibilité des ressources est importante, plus la communauté est résiliente. Les ressources sont déterminantes dans la capacité de résilience et le principe d'autodétermination qui est sous-entendu dans cette définition l'est aussi. En effet, il permet de voir les possibilités que les individus ont de faire leurs propres choix sans être contraints par des facteurs externes (Féron, s.d.). Dans un contexte environnemental, la pression extérieure s'exprime notamment par les changements climatiques et la modification des milieux naturels. C'est en quelque sorte la capacité d'utiliser efficacement les ressources à la suite des changements qui impactent la société. Un portrait de la résilience à l'échelle territoriale peut donc se faire en premier lieu par l'identification des ressources. En effet, un portrait de base est nécessaire sur le territoire pour bien connaître le niveau d'adaptation possible de la communauté.

Une autre manière de voir les ressources est d'en faire une description en les regroupant en grandes catégories comme le développement économique, le capital social, l'information et la communication et les aptitudes des individus à vivre ensemble dans la communauté. Cette description des ressources permet d'évaluer la résilience, et des modèles viennent prioriser ces ressources. Par exemple, celui proposé par Dinh et Pearson en 2015 montre une priorisation. En effet, pour ces auteurs, le capital humain est le plus important dans une résilience économique. Ils considèrent que les aptitudes humaines vont permettre de faire face à l'adversité par l'éducation et l'innovation.

D'autres auteurs vont parler plutôt de dynamique entre les ressources, c'est-à-dire la force et l'importance des relations qu'elles ont entre elles, leur redondance soit la fréquence de ces relations

et la rapidité de leur enchainement. Ce modèle prend aussi en compte les actions à prendre afin de développer des ressources économiques, et de faire en sorte d'engager la population locale tout au long du processus tout en développant des réseaux sociaux. Ainsi, le soutien après la perturbation est accru et les interventions plus adéquates à la situation. Tout cela doit être conjugué au développement d'un système de communication efficace qui permet de mieux connaître les précautions à prendre face aux risques. Cela nécessite de garder les traces de ce qui est fait et de les faire valoir au bon moment sur le long terme. (Collins, Carlson et Petit, 2011)

La résilience est donc un processus dynamique entre les différentes composantes. Tisseron (2013) qui mentionne également le principe de dynamique décline la résilience en 4 différentes phases :

- La première consiste à se préparer à la perturbation en connaissant ses fondements et en tissant des liens sociaux et familiaux forts;
- La deuxième phase correspond à la capacité de résistance face à la perturbation, soit à quel point il faudra repenser la structure sociale;
- La troisième s'illustre par la capacité de se reconstruire en supprimant les éléments de crise et en rassemblant les ressources afin de se rétablir avec un développement différent;
- La dernière phase correspond à une consolidation du rétablissement.

La consolidation à l'étape finale assure que les moyens pris pour répondre aux bouleversements soient bien étendus à toutes les dimensions sociétales. De cette manière, les acquis serviront à répondre à une future perturbation. L'apprentissage dans la résilience sert à tirer les enseignements des événements passés, ce qui facilite la préparation et augmente la capacité de résistance face aux risques (Bériot, 2013).

Au-delà du processus, la résilience peut aussi se diviser en divers dimensions et objectifs. Les dimensions abordées dans la communauté peuvent être la politique, l'économie, la sociologie et l'environnement. Dans ce cas-ci, les objectifs se présentent sous différentes formes, par exemple, des interventions pour les infrastructures, le système communautaire ou la chaîne d'approvisionnement alimentaire ou de divers biens. Lorsqu'il est question de résilience collective, cela se traduit par une adaptation commune face à la situation. L'adaptation est donc centrale dans un processus de résilience d'une communauté. (Collins, Carlson et Petit, 2011) Elle s'exprime par la faculté de changement de comportement d'un individu afin de s'harmoniser avec la nouvelle situation (Simonet, 2009).

Les concepts d'adaptation et de résilience sont donc étroitement liés. Dans ce sens, la mesure de la résilience peut se faire aussi par le temps de retour à la normale soit le temps d'adaptation de la communauté (Barbault, 2013). L'adaptabilité est mesurable par les changements dans le fonctionnement ou par l'innovation dans l'utilisation des ressources. Il est aussi possible de le voir

d'une manière opposée en supposant que les ressources sont disponibles afin d'éviter le plus possible la perturbation. Dans cette optique, le niveau d'adaptation sera mesuré en regardant jusqu'où la société peut continuer sans qu'il y ait une modification dans la structure sociale. Le résultat de ce processus n'est pas analysé afin de voir s'il y a une détérioration ou une amélioration de la situation. Il y a seulement un nouvel équilibre qui s'installe dans la communauté. Cet équilibre peut se présenter sous le concept de recouvrement. Celui-ci se définit par la capacité d'une communauté à retrouver ses fonctions après une perturbation. Le temps nécessaire pour le recouvrement donne une mesure de la résilience. La mesure peut aussi être faite sur une comparaison avec le temps qu'ont pris d'autres communautés afin de retrouver un équilibre. (*Community and regional resilience institute, 2013*)

Tout comme le recouvrement, la vulnérabilité est également un concept connexe à la résilience. Elle se définit au sein de la résilience comme étant l'exposition à la perturbation. Elle permet de voir en quelque sorte l'ampleur de l'exposition aux risques. Elle décrit l'état de la situation qui permet de rendre compte du besoin d'action d'adaptation, ce qui s'inscrit dans la démarche de résilience. Cependant, dans la compréhension du principe de vulnérabilité l'élément perturbateur n'a pas encore eu lieu alors que c'est le cas avec la résilience. Le recouvrement vient compléter le processus en permettant à la communauté de retrouver un fonctionnement normal. La résilience peut donc se voir comme le processus d'adaptation entre la vulnérabilité et le recouvrement. (Summers, Smith, Harwell et Buck, 2017)

Le concept est aussi modélisé au travers des différentes définitions de la résilience. La modélisation sert à mesurer et évaluer plus concrètement la résilience d'une communauté. Jusqu'à maintenant, les modèles qui ont été présentés sont des modèles de causalité. En effet, ils démontrent le processus de résilience par l'enchaînement d'actions entre la perturbation, les habiletés à être résilient et le résultat de ces actions. Le modèle de Tisseron avec les quatre différentes phases de la résilience et la description d'une dynamique entre les ressources en font partie. Toutefois, il existe des modèles plus descriptifs comme celui d'OXFAM qui énonce des dimensions permettant d'établir un indice de résilience sans faire de relations entre les actions de perturbation et d'adaptation. Il y a aussi des modèles d'analyse plus poussés sur la résilience. (Serfilippi et Ramnath, 2018) Par exemple, l'indice de la FAO est un modèle analytique qui se base sur deux dimensions soit physiques et celle des aptitudes comme la capacité d'adaptation et la sensibilité. La différence avec le modèle précédent réside dans la corrélation des variables des différentes dimensions afin d'obtenir une valeur pour l'indice (FAO, s.d.).

Les concepts qui viennent d'être abordés se réfèrent tous à la résilience dans une communauté. Dans les nombreuses manières de l'approcher, les principaux éléments à retenir sont de connaître les ressources sur le territoire et de savoir bien identifier la dynamique entre elles. Les notions abordées

tout au long des actions entreprises vers la résilience peuvent être décortiquées en trois grands concepts. Il y a en premier la vulnérabilité, ensuite l'adaptation et enfin le recouvrement. Dans le cadre de la MRC de Lotbinière, un portrait de la mise en œuvre de la résilience est décrit au prochain chapitre. Le concept a été développé dans la région en réponse aux impacts globaux des changements climatiques. Le but est de diminuer les émissions de gaz à effet de serre tout en modifiant le mode de vie qui amplifie le phénomène, et ce, à l'échelle locale. La résilience se réfère donc ici au processus qui répond à la nécessité de réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement, et de manière plus globale à une perturbation au sein de la collectivité à laquelle les gens s'adaptent.

Tout au long de l'essai, la résilience correspond aussi à ce qui peut être vu comme de l'anticipation. Plus précisément, cela signifie qu'une communauté n'a pas besoin d'avoir subi un événement qui a affecté directement le quotidien des personnes pour poser des actions dans une démarche de résilience. Ces individus atténuent ou s'adaptent à la situation qui pourrait avoir lieu.

Le cadre théorique qui vient d'être présenté sera repris plus loin dans l'essai afin de faire le parallèle avec la MRC de Lotbinière.



## **2. LA RÉSILIENCE DANS LA MRC DE LOTBINIÈRE**

La démarche de la TCCDL est intéressante puisqu'elle est issue d'initiatives citoyennes, et les moyens pour atteindre leur objectif de diminution de GES dans la MRC de Lotbinière passent par une participation de la population. Les efforts sont concentrés sur les actions que les gens peuvent entreprendre afin de diminuer leurs impacts sur l'environnement. Une sensibilisation se fait donc au travers de diverses activités et événements sur le territoire. Les organisations qui en sont responsables représentent des acteurs incontournables dans la démarche de résilience. Ce chapitre présente donc une description de la mise en œuvre de la résilience en présentant différentes parties prenantes et par la suite en établissant des liens avec des définitions au chapitre précédent.

### **2.1 Portrait actuel de la résilience**

La résilience dans Lotbinière passe par les différents acteurs qui ont une influence sur le territoire. Les organisations, les instances politiques et les entreprises à l'échelle de la MRC sont donc abordées afin d'avoir un portrait global de la résilience. Les actions, l'influence et les motivations de ces acteurs sont soulevées pour voir ce qui est mis en place sur le territoire. La création de la TCCDL marque un point important dans la mise en place de la résilience. Pour cette raison, j'ai communiqué avec la présidente, Irène Dupuis, afin d'avoir son point de vue sur la résilience à l'échelle de la MRC et d'établir les parties prenantes qui sont présentées. Également, Carole Dupuis qui a joué un rôle considérable dans la mise en place de la TCCDL a été rejointe. Un tableau permet également de visualiser le pouvoir d'influence et les motivations qui alimentent les actions des parties prenantes mentionnées.

Pour la plupart des organisations, la ou le responsable ou une personne de référence a été rejoint(e) par téléphone ou par courriel, et pour d'autres, seulement le site Internet a été consulté. Une liste des personnes interrogées avec leur rôle dans lequel la discussion s'inscrivait est présentée à l'annexe 1.

#### **2.1.1 Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière**

La TCCDL est au cœur même de la mise en place de la résilience. Sa mission est de rassembler les acteurs territoriaux dans une démarche de réduction des émissions de GES et d'accroître la résilience face aux changements climatiques. Elle regroupe 24 organismes et groupes citoyens de divers secteurs qui soutiennent la mission de la TCCDL. Des événements sont proposés aux citoyens et une tournée a été prévue afin de bien faire comprendre les changements climatiques et les actions possibles pour y faire face. Cependant, elle sera probablement reportée au printemps 2021 à cause de la COVID-19. Le site Internet propose de l'information pertinente sur le climat, l'autosuffisance alimentaire, des moyens pour minimiser notre empreinte et des ressources sur le territoire pour entamer une transition. (TCCDL, s.d.a) Le CRECA soutient l'organisation par une responsable mandatée en guise d'appui à la démarche que ce soit à l'échelle financière ou logistique.

### **2.1.2 Groupes d'action**

La Table a quatre groupes d'action qui sont actuellement en consolidation. Ces groupes sont des acteurs d'influence de leurs milieux. Ils visent à faciliter la concrétisation d'initiatives citoyennes. Demain on consomme mieux travaillera sur les offres du marché actuel en ciblant les produits en vrac et locaux, l'élimination du suremballage, l'achat d'objets à usage unique tout en valorisant la réparation et la revalorisation des objets. Demain on se déplace mieux vise à faire connaître les dispositifs de mobilité durable autant l'autopartage que l'usage du vélo éclectique. Milieux de vie de demain vise à redonner une vie communautaire en offrant un cadre de vie propice pour les lieux de rassemblement et de partage. Savoir et savoir-faire souhaite un partage de connaissances afin de favoriser la résilience dans toutes les dimensions comme la construction, l'agriculture, la conservation des aliments, etc. (TCCDL, s.d.b)

### **2.1.3 MRC de Lotbinière**

La MRC se positionne comme un levier pour différents projets. Les organisations peuvent compter sur son appui avec l'aide de conseillers et d'un accompagnement financier. La MRC permet aussi de faire la promotion de la qualité de l'environnement et des projets allant dans ce sens, par exemple, sur la gestion des matières résiduelles et la gestion des cours d'eau et des bandes riveraines. Elle s'est également munie d'une torchère sur le site d'enfouissement afin de brûler le méthane produit sous terre et de réduire le volume d'équivalent CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, ce qui permet la vente de crédits carbone. Les ventes vont servir à d'autres projets d'inspiration écoresponsable comme une plateforme de compostage (Lavoie, 2018, 15 décembre). Le comité de l'environnement de la MRC offre une opportunité à des organisations comme Demain Lotbinière de présenter des projets. Elle donne les grandes lignes du développement de la région et elle est un soutien incontestable dans la démarche des organisations qui visent le développement durable (DD). Les initiatives de résilience peuvent s'inscrire dans cette volonté de poser des actions en DD comme mis de l'avant dans la planification stratégique 2019-2022. (L. Grould, conversation téléphonique, 25 février 2020)

### **2.1.4 Les municipalités**

Le choix des municipalités s'est arrêté sur celles qui font partie de la tournée de Demain Lotbinière, ce qui correspond à Lotbinière, Sainte-Agathe, Saint-Patrice, Saint-Apollinaire et Saint-Agapit. Le but de la communication avec ces dernières est d'avoir une idée générale des initiatives environnementales de municipalités. L'intérêt est aussi de voir si la participation à la tournée correspond à une plus grande sensibilité à la question environnementale. Pour entrer en communication avec elles, le premier choix était de pouvoir discuter avec le maire ou la mairesse (cas de Saint-Patrice). En absence de réponse ou en cas de redirection, la direction générale (DG) (cas de Lotbinière et Sainte-Agathe) ou la DG adjointe (cas de Saint-Apollinaire) a été privilégiée. Il a aussi été possible de communiquer avec une personne

qui s'occupe de l'environnement dans une municipalité (cas de Saint-Agapit). Le nom complet des municipalités n'est pas utilisé afin d'alléger la lecture. Voici les résultats :

- **Lotbinière** : la municipalité fait partie de l'Association des plus beaux villages du Québec. Un comité travaille sur cet aspect afin d'assurer la préservation de son cachet patrimonial. L'aménagement paysager et la plantation d'arbres font partie de son champ d'action. Un marché public a lieu les samedis, ce qui permet aux agriculteurs du coin de venir vendre leurs produits, ce qui favorise l'achat local. Un projet de jardin communautaire avec l'école primaire a également été réalisé. Les élèves ont pu découvrir et apprendre à faire un potager. Les enjeux liés aux changements climatiques sont pris en considération, mais les citoyens ne sont pas nécessairement prêts à les adopter. Par exemple, la protection de la rive se fait par des murs de soutènement, malgré la promotion d'alternatives comme la restauration du milieu humide et hydrique avec des plantes adaptées. (V. Le Jeune, conversation téléphonique, 6 mars 2020)
- **Saint-Agapit** : la municipalité est ouverte aux actions pour l'environnement. Une politique de l'arbre est en cours d'élaboration afin d'encourager et d'assurer un plus grand couvert forestier sur le territoire de la municipalité, et principalement dans les zones résidentielles qui en ont moins. Il y a aussi des changements apportés qui permettent aux citoyens de faire des potagers en cours avant. La municipalité participe aussi à la promotion du projet Incroyables comestibles sur son territoire. De plus, la densification urbaine est privilégiée dans une optique de diminuer l'utilisation de l'automobile et l'empreinte au sol. (C. Drolet, conversation téléphonique, 6 mars 2020)
- **Saint-Apollinaire** : l'aménagement de la municipalité se fait dans un esprit du bien-être des citoyens. Des trottoirs et des trajets de pistes cyclables augmentent chaque année et les zones boisées sont mises en valeur. La municipalité va aménager un système de rétention afin de diminuer le ruissèlement dans les stationnements. Le renouvellement du schéma d'aménagement et de développement orientera les futures décisions dans le domaine environnemental. (C. Bergeron, conversation téléphonique, 11 mars 2020)
- **Sainte-Agathe** : la municipalité de Sainte-Agathe souhaite apporter des principes de municipalité nourricière sur son territoire. Depuis 2018, elle accepte la présence de poules en milieu urbain. La municipalité fait également de la sensibilisation sur le compostage. Elle a offert, en 2019, plus de 700 arbres aux citoyens qui désiraient en planter. Elle essaie de limiter l'étalement urbain sur le territoire avec de nouveaux développements qui permettent 3 logements et plus. La municipalité veut favoriser le transport actif et l'accessibilité universelle, pour cette raison l'implantation d'une pharmacie s'est faite au cœur du village. (A. Fournier, échanges de courriel, 30 avril 2020)

- **Saint-Patrice** : pour l’instant, la municipalité prend conscience des enjeux environnementaux par la population qui en témoigne. La tournée de Demain Lotbinière qui devait s’arrêter dans la municipalité a été reportée. Cet évènement aurait permis d’outiller davantage les décideurs afin de voir les actions réalisables à l’échelle de la municipalité en prenant plus connaissance de ces enjeux et des solutions envisageables. (N.Viel Noonan, conversation téléphonique, 3 mars 2020)

### **2.1.5 Société d’aide au développement de la collectivité (SADC)**

La SADC de Lotbinière encourage l’adoption de pratiques responsables au sein des entreprises. Le développement durable se réfère ici à l’équilibre entre les trois dimensions que sont l’environnement, le social et l’économie. La SADC promeut les actions et les initiatives dans ce sens, par les services financiers et d’accompagnement qui sont offerts aux entreprises. Ses interventions s’inscrivent dans une volonté de voir évoluer les principes de DD et les pratiques responsables au sein des collectivités et des acteurs économiques.

À titre d’exemple, la SADC sensibilise aux principes de durabilité en :

- ayant initié le premier concours en DD dans la région. Établi aux deux ans, il vise à souligner et soutenir les efforts et actions écoresponsables dans les entreprises de la région;
- organisant des conférences et des formations sur le DD (approvisionnement responsable, écologie industrielle, diagnostic et communication stratégique en DD, rentabilité et DD, etc.);
- rédigeant des articles qui mettent en valeur les actions responsables des entreprises;
- rédigeant des aide-mémoires pour favoriser l’intégration du DD dans les entreprises et la communication des actions à cette suite;
- promouvant, avec la table Goûtez Lotbinière, l’alimentation locale par les citoyens et les entreprises agroalimentaires du milieu;
- initiant un projet d’analyse des options existantes de boîtes à lunch écologiques afin de diminuer les déchets produits par les restaurateurs. L’objectif est d’améliorer l’empreinte environnementale des services de traiteur dans la région et de contribuer, grâce à cet avantage compétitif, à la promotion de l’achat local;
- collaborant avec des étudiants de l’Université Laval sur des diagnostics de DD dans les entreprises;
- aidant les petites entreprises à compenser leur émission de GES avec un projet Crédits Carbone, ce qui rend le marché volontaire du carbone accessible aux petites entreprises. L’initiative permet à celles-ci d’obtenir une reconnaissance et une récompense financière pour leurs efforts de réduction de gaz à effet de serre. (K. Marcoux, conversation téléphonique et

### **2.1.6 Goûtez Lotbinière**

Goûtez Lotbinière est une table de concertation qui rassemble différents acteurs de l'agroalimentaire sur le territoire. Les sièges (nombre entre parenthèses) servent à représenter les producteurs (3), les consommateurs (2), les représentants syndicaux locaux de l'Union des producteurs agricoles (UPA) (2), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) (1), Desjardins (1), Promutuel (1), la SADC (1), les restaurateurs (1), la MRC (1) et les entreprises de démarrage (1). Ces membres sont à l'écoute des besoins et des efforts que chacun peut mettre dans un projet ou un événement faisant la promotion des produits locaux. Les projets concernent les fermes qui font leur propre commercialisation. La table Goûtez Lotbinière permet aux agriculteurs de se concerter, d'échanger et de partager des connaissances. Elle soutient financièrement et publicise des activités agroalimentaires sur le territoire (ex. : Fêtes de la courge, Fête bretonne...). Elle est aussi conseillère dans la concrétisation et la mise en place d'initiatives comme celle de la Route des alcools dans Lotbinière. Au-delà des relations entre producteurs et la table Goûtez Lotbinière, un lien direct s'établit entre elle et les citoyens notamment par les conférences sur l'alimentation locale et les moyens possibles pour y parvenir. Cette information se propage dans la communauté et permet de sensibiliser encore plus de gens. Les citoyens peuvent faire également des collectes de fonds en collaboration avec la table Goûtez Lotbinière, ce qui permet de faire valoir les produits locaux. Une école secondaire en fait justement l'essai. (D. Raymond, conversation téléphonique, 24 février 2020)

### **2.1.7 Aide alimentaire Lotbinière**

L'organisation vise la sécurité alimentaire des citoyens en situation de précarité, ce qui leur permet d'améliorer leur qualité de vie et de les inclure socialement. Aide alimentaire Lotbinière distribue des aliments venant de Moisson Québec et également d'entreprises agroalimentaires de la région. Elle offre une possibilité de récupérer de la nourriture qui serait jetée ou non récoltée par des producteurs maraichers et des restaurateurs. Elle collabore aussi avec des événements dans la région pour récupérer des aliments. Les fruits et les légumes qui ne peuvent pas être donnés sont remis à la ferme Rosa à Val-Alain où ils alimentent les porcs. En échange, l'organisation reçoit des œufs de cette même ferme. Aide alimentaire Lotbinière agit comme un acteur de sensibilisation auprès des élus et des citoyens. La nouvelle collaboration avec le Pôle agroalimentaire de Lotbinière permettra d'accroître les possibilités de réduction du gaspillage alimentaire. L'organisation participe également à ce que la MRC fasse partie des Incroyables Comestibles pour accroître l'autonomie alimentaire dans la MRC en collaboration avec L'Oasis, le Centre-Femmes de Lotbinière, la MRC et le centre local de service communautaire. Les cafés-distributions initiés par l'organisation offrent un café et une collation aux membres-utilisateurs afin de partager de l'information sur leurs activités et celles d'autres

organisations sur le territoire tout en animant des ateliers sur l'éducation populaire. Par ses actions, elle vise également l'inclusion sociale des individus en situation de précarité. (A. Leblanc, conversation téléphonique, 21 février 2020 et échange de courriels, 22 février 2020)

#### **2.1.8 Pôle agroalimentaire de Lotbinière**

Le Pôle agroalimentaire de Lotbinière est une coopérative issue d'une demande de petits producteurs d'avoir accès à un marché plus large et de pouvoir écouler leur production. La coopérative a été officialisée le 12 décembre 2019 devant ses membres, et beaucoup de projets sont à venir (Labrecque, 2019, 17 décembre). Le Pôle offre aux membres une cuisine accréditée par le MAPAQ leur permettant de faire la transformation de leurs produits. Il est aussi un lieu d'échange et de partage qui permet aux producteurs et transformateurs de se soutenir. Le Pôle vise une réduction de la distance que parcourent les aliments pour arriver aux consommateurs. Deux points de distribution ont déjà été ciblés, un à Lotbinière et l'autre à Saint-Antoine-de-Tilly. D'autres sont à prévoir afin de pouvoir approvisionner des secteurs qui sont mal desservis par les offres alimentaires. Le Pôle facilite l'achat local, évite les pertes de production et réduit par le fait même le transport des aliments et des émissions de GES qui y sont liés. La coopérative est aussi ouverte aux producteurs dans les MRC limitrophes afin d'accroître l'offre et d'assurer la disponibilité de produits locaux. (D. Lamoureux, conversation téléphonique, 25 février 2020)

#### **2.1.9 Union des producteurs agricoles**

L'UPA est le syndicat des producteurs agricoles et forestiers qui fait valoir leur intérêt. L'UPA souhaite rendre le secteur accessible pour la relève tout en permettant aux familles d'avoir des revenus comparables au reste de la société. L'UPA appuie les agriculteurs dans leurs productions. Certains modèles d'agriculture sont davantage orientés vers la valorisation et la diversification des productions dans un souci de protection de l'environnement et le développement d'une agriculture durable (Union des producteurs agricoles [UPA], 2020b). Elle collabore avec des producteurs agricoles pour que chaque année il y ait des portes ouvertes qui offrent la possibilité à la population de se familiariser avec les diverses productions sur le territoire (UPA, 2020c). Les gens sont sensibilisés à la provenance des aliments et des pratiques agricoles. L'UPA offre des services aux agriculteurs notamment en environnement comme en proposant des alternatives aux pesticides (UPA, 2020a). Elle est partenaire dans les projets et les actions pour mettre en valeur le territoire agricole. Elle a contribué à la caractérisation de friches qui ont le potentiel d'être valorisées en collaboration avec L'Arterre qui permet, entre autres, d'accompagner des aspirants-agriculteurs dans l'établissement de leur projet agricole. L'UPA participe également au projet d'élargissement des bandes riveraines avec l'Organisme de bassin versant (OBV) de la zone du Chêne. (S. Milot conversation téléphonique, 28 février 2020)

#### **2.1.10 Organisme de bassin versant de la zone du Chêne**

L'organisation travaille dans la valorisation de la ressource en eau; la majeure partie des projets ou ententes se font dans Lotbinière. Le plan directeur de l'eau cible les interventions et les intervenants afin d'améliorer le milieu environnant dans le bassin (OBV, s.d.d). L'OBV porte plusieurs projets de sensibilisation comme celui de faire la promotion des aménagements agroenvironnementaux des producteurs auprès des citoyens dans la MRC (OBV, s.d.c). Il y a aussi l'évènement Bioblitz qui permet aux citoyens de participer à répertorier les espèces végétales et animales dans la forêt seigneuriale de Lotbinière aussi promu par les Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière (OBV, s.d.b). D'autres projets portent sur l'éradication d'espèces exotiques envahissantes comme la berce du Caucase et l'amélioration de la qualité de l'eau par la plantation d'arbres dans les zones de bandes riveraines (OBV, s.d.a; OBV, s.d.e).

#### **2.1.11 Ressourcerie de Lotbinière**

La Ressourcerie de Lotbinière joue un rôle dans la résilience sur le territoire. Des biens (vêtements, meubles et livres principalement) sont reçus de part et d'autre de la MRC. Quatre voies sont possibles afin d'acheminer ces biens :

- Le personnel peut les recevoir directement sur place;
- Les citoyens peuvent les mettre dans des cloches situées dans 13 municipalités (sur les 18 de la MRC);
- Le responsable de la collecte de gros rebuts peut venir porter des biens encore en bon état;
- Ou il y a la cueillette à domicile aussi possible.

Tout ce qui entre, ce qui est recyclé et ce qui est jeté est pesé. Cela permet d'avoir des statistiques sur le roulement des biens, de les partager et de sensibiliser les gens qui viennent dans le magasin. Par exemple, pour l'année 2019, 169 tonnes de marchandises ont été remises à la ressourcerie. De ce nombre, 47,48 % des biens ont été triés afin d'être recyclés, 40,23 % se sont retrouvés en magasin et 12,3 % dans les déchets ultimes. Les ventes s'élèvent, pour cette même année, à 124 118 items. Une partie de ce qui n'est pas mis en magasin est récoltée par Le Support qui prend principalement tout ce qui concerne le vestimentaire et les accessoires et à l'occasion de la vaisselle, des livres et divers petits objets. La ressourcerie favorise la réinsertion et l'intégration sociale des personnes en difficulté. Également, le faible coût permet une plus grande accessibilité à certains biens aux gens en situation financière difficile. (L. Jacques, conversation téléphonique et échange de courriels, 24 février 2020)

#### **2.1.12 Recyclerie Recyc-Lav**

La recyclerie fonctionne sur le principe de récupération, de valorisation et de réutilisation. Les services offerts par l'entreprise visent à donner une seconde vie aux objets qui ne sont plus désirés. L'entreprise

a commencé à offrir un ramassage des gros rebuts tout au long de l'année. Un tri était fait et une entente avec la Ressourcerie de Lotbinière avait été établie pour les objets en bon état qui étaient valorisés et revendus par cette dernière. Au fil du temps, le volume de gros rebuts augmenta au point où une ouverture d'une boutique était viable à Saint-Agapit. Aujourd'hui, un service à domicile est aussi proposé aux citoyens qui souhaitent se départir de vêtements, meubles, vaisselle, jouets, etc. L'entreprise contribue, comme la ressourcerie, à ce qu'un important volume de matière soit détourné des sites d'enfouissement. (M. Lamond, conversation téléphonique, 28 février 2020)

#### **2.1.13 Le Cercle des fermières**

Toutes les municipalités dans la MRC ont un regroupement du Cercle des fermières. Leur mission est « de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de la famille, ainsi qu'à la préservation et la transmission du patrimoine culturel et artisanal ». Leurs actions sont intéressantes, car elles visent, entre autres, la transmission d'un savoir traditionnel, l'implication sociale au sein de leur communauté, le partage de connaissances aux membres et au public large en plus de faire la promotion du développement et l'épanouissement de la femme. (Cercle des fermières du Québec, 2020) Par exemple, lors du forum en 2018, trois cercles soit celui de Saint-Antoine-de-Tilly, Saint-Apollinaire et Lotbinière, se sont réunis afin d'échanger sur la réutilisation et la valorisation de pièces de vêtements. Par exemple, les membres du cercle à Saint-Apollinaire prennent des vêtements qu'elles trouvent chez elles ou dans les ressourceries pour en faire des mitaines. Le Cercle des fermières donne aussi de l'information à la préparation d'un jardin. (S. Fortier, conversation téléphonique, 3 mars 2020)

#### **2.1.14 La Coop FA**

La coopérative est basée à Lévis. Elle mène une programmation en lien avec l'éducation relative à l'environnement avec le projet Bourse du carbone Scol'ERE. Elle fait partie des acteurs qui ont été sollicités pour la sensibilisation des jeunes aux enjeux environnementaux. Parmi les écoles primaires de la MRC, cinq ont montré leur intérêt et se sont inscrites pour que l'équipe de la coopérative passe dans certaines classes (4e, 5e ou 6e année). L'objectif principal de cette intervention auprès d'élèves est de leur donner des défis à relever afin d'adopter des comportements écoresponsables pour eux et leur famille. (R. Mailhot, échange de courriels, 3 mars 2020)

#### **2.1.15 Société d'horticulture de Saint-Apollinaire**

La société vise à faire connaître et à promouvoir la biodiversité. Elle organise chaque année des conférences sur les plantes envahissantes, l'aménagement d'un jardin, la permaculture, etc. Elle organise aussi une fête des semences qui permet à tous de valoriser les semences traditionnelles et des techniques d'agriculture et d'horticulture respectueuses de l'environnement. Un marché horticole a aussi lieu chaque année faisant la promotion de l'importance d'avoir une grande biodiversité dans la cour des gens. (L. Marmen, conversation téléphonique, 3 mars 2020)



#### **2.1.16 Amis du marais de Sainte-Antoine-de-Tilly**

L'organisation agit pour la mise en valeur et la protection des rives fluviales du Saint-Laurent. Elle propose des conférences ouvertes à tous chaque année sur les thèmes axés sur les milieux marins, humides, hydriques et sur l'environnement en général. De plus, une mobilisation de citoyens est faite afin de nettoyer chaque année les berges à Saint-Antoine-de-Tilly. (Amis du marais de Saint-Antoine-de-Tilly, s.d.)

#### **2.1.17 Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière**

L'organisation vise à promouvoir la présence de la plus grande forêt publique dans la plaine du Saint-Laurent. Les membres font de la sensibilisation par la promotion de la randonnée et aussi par l'identification des plantes avec les Bioblitz (Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière, s.d.). Les membres font les démarches pour que la forêt devienne un parc régional (P. Bluteau, conversation téléphonique, 10 mars 2020).

#### **2.1.18 Scouts**

La préservation de l'environnement est primordiale dans les activités des scouts. Ils contribuent à la sensibilisation à la qualité et la protection de l'environnement. Le regroupement dans la MRC aide à reboiser des bandes riveraines et à faire des haies brise-vent chez des particuliers. Les activités sensibilisent les membres à faire attention à l'impact qu'ils peuvent avoir sur leur milieu. (J. Pelletier, conversation téléphonique, 3 mars 2020)

#### **2.1.19 Centre-Femmes de Lotbinière et L'Oasis**

Le Centre-Femmes soutient des femmes dans leur démarche d'épanouissement personnel qui s'inscrit dans une lutte contre la pauvreté et l'isolement (Centre-Femmes de Lotbinière, s.d.). Elle réduit donc la vulnérabilité d'une partie de la population face aux changements climatiques (Tschakert et Machado, 2012). De même que L'Oasis qui travaille à la réintégration de personnes avec des problèmes de santé mentale ou vivant de l'isolement (L'Oasis de Lotbinière, s.d.). Un atelier a déjà été organisé afin de sensibiliser les personnes aux changements climatiques. (I. Dupuis, conversation téléphonique, 19 février 2020)

Le tableau ci-dessous synthétise l'information qui vient d'être mentionnée. Cela donne une meilleure vue d'ensemble des différents acteurs qui participent au processus de résilience. Il n'y a pas de description pour chaque municipalité, mais une qui donne une idée générale de ce qu'elles peuvent faire.

**Tableau 2.1 : Portrait des organisations de la résilience dans la MRC de Lotbinière**

<b>Parties prenantes</b>	<b>Motivation</b>	<b>Influence</b>
TCCDL	Diminuer les GES et augmenter la résilience face aux changements climatiques	Concertation, sensibilisation, mobilisation
Groupes d'action	Permettre aux citoyens d'avoir une structure afin de poser des actions concrètes	Mobilisation
MRC de Lotbinière	Planifier le développement territorial selon les trois dimensions du DD (planification stratégique)	Communication, sensibilisation, levier et accompagnement dans le développement
Municipalités	Répondre aux besoins de la communauté	Actions concrètes, sensibilisation
SADC	Mener des actions en DD s'inscrit dans la mission de l'organisation	Sensibilisation et accompagnement des entreprises
Goûtez Lotbinière	Répondre aux besoins des producteurs et des transformateurs de la MRC pour mener à terme des projets	Concertation, sensibilisation
Aide alimentaire Lotbinière	Assurer une sécurité alimentaire pour tous en évitant le gaspillage	Sensibilisation auprès des citoyens et des entreprises, partenariat pour des événements
Pôle agroalimentaire de Lotbinière	Assurer l'accès au marché des petits producteurs et favoriser l'achat local	Échange et partage entre producteurs et transformateurs
UPA dans Lotbinière	Assurer une protection de l'environnement en promouvant une agriculture durable socialement, économiquement et environnementalement	Sensibilisation (agriculteur et public large), communication, accompagnement, mobilisation
OBV du Chêne	Préservation de la qualité des milieux humides et hydriques	Sensibilisation, concertation, mise en place de projets
Ressourcerie de Lotbinière	Protéger l'environnement en appliquant les principes de récupération, recyclage et réutilisation tout en soutenant les personnes à faible revenu	Réduction de l'impact de la consommation et intégration sociale
Recyclerie Recyc-Lav	Réduire la quantité de matière dans les sites d'enfouissement	Service aux citoyens pour une meilleure gestion des matières résiduelles
Coop FA	Sensibiliser par l'éducation relative à l'environnement	Sensibilisation, partage de savoirs
Cercle des fermières	Transmettre le patrimoine culturel et artisanal	Mobilisation, partage de savoirs
Société d'horticulture	Faire la promotion de la biodiversité et de pratiques respectueuses de l'environnement	Sensibilisation, mobilisation
Amis du marais de Saint-Antoine-de-Tilly	Protéger et mettre en valeur des bordures intérieures du Saint-Laurent	Sensibilisation, mobilisation
Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière	Faire valoir l'importance du rôle de la forêt et la biodiversité	Sensibilisation, mobilisation
Scouts	Assurer une qualité du milieu ambiant	Sensibilisation
Centre-Femmes et L'Oasis	Soutenir les personnes en difficulté et diminuer leur isolement	Diminution de la vulnérabilité de personnes

## 2.2. Éléments de résilience

Cette section vise à comparer le portrait des acteurs avec les notions théoriques vues au chapitre 1 afin de comprendre la dynamique de la résilience sur le territoire.

Le portrait de la résilience de la MRC est basé sur l'hypothèse que la région est vulnérable face aux changements climatiques. L'augmentation des émissions de GES étant attribuable à ces changements, Demain Lotbinière vise une réduction des émissions dans toutes les dimensions. L'alimentation occupe notamment une place centrale étant donné la vocation majoritairement agricole dans Lotbinière. Par ce fait, le portrait de la résilience dans la MRC montre les actions qui sont prises dans ce sens et les possibilités qui en découlent. Afin de faire un parallèle avec la définition de la résilience, il est intéressant de cibler les différents acteurs en lien avec l'agroalimentaire que sont les producteurs, les transformateurs et les distributeurs. De cette manière, les ressources peuvent être répertoriées et analysées dans un but de voir les relations entre elles. La dynamique entre les acteurs et ces ressources est importante dans les actions de mise en place de la résilience. En référence à la définition de la résilience de Tisseron (2013), cette dynamique définit en quelque sorte une première phase vers la résilience soit la préparation à la vulnérabilité. Cette première approche peut servir également à tisser des liens sociaux, ce qui prépare encore mieux à une future perturbation. C'est une première phase qui transcende toutes les autres. Dans le cas de Demain Lotbinière, sa démarche vise une collaboration entre les parties prenantes sur le territoire tout au long afin de déterminer les besoins et aussi les possibilités de liens entre les ressources.

La deuxième phase théorique correspond à l'étape où les citoyens ont ciblé ce qu'ils sont prêts à changer dans leur quotidien. De cette manière, des modifications sont apportées à la structure de la société. De manière plus appliquée au contexte de la région, Demain Lotbinière atteint cette phase, car l'alimentation et la mobilité ont été ciblées lors du forum. Les ateliers offerts par l'organisation se divisent justement en considérant ces aspects. Par exemple, il y aura des séances sur le gaspillage alimentaire, la germination de pousses, des ateliers de cuisine avec des aliments sains et locaux, etc. Il y a aussi la page Facebook Du terroir à l'armoire qui permet d'avoir une vue d'ensemble de l'offre de produits locaux sur le territoire. L'accent est mis sur l'alimentation plutôt que la mobilité étant donné que des projets vont déjà dans ce sens. En effet, des initiatives sont présentes comme l'Express de Lotbinière qui fait la navette entre Laurier-Station, Saint-Apollinaire et Québec (Sainte-Foy). Un service de taxi peut desservir ensuite les municipalités plus éloignées (Express Lotbinière, 2016). Plus largement, la plateforme Embarque Chaudière-Appalaches permet de voir les différentes options de covoiturage, de pistes cyclables, de bornes électriques et les transports en commun (Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches [CRECA], 2019).

À la suite de cette phase, il y a la capacité de la société de se renouveler en évitant les sources de perturbations. Le tout se conclut par une consolidation des actions mises en place tout au long du processus. Ces deux dernières étapes s'appliquent moins à la situation actuelle de la résilience dans Lotbinière. Pour ce qui est de la troisième phase, les changements climatiques sont inévitables, et pour éliminer les sources de perturbations, il faudrait aussi adopter des plans d'adaptation. Par exemple, des plans spécifiques d'aménagement des rivières plus à risque de déborder à cause des nouvelles variations climatiques pourraient être élaborés. La promotion de la résilience via Demain Lotbinière vise à ce que les citoyens puissent pourvoir à leurs besoins sans contraintes induites par les changements climatiques. Le message est qu'un changement social est essentiel, mais sans pour autant modifier ou ajouter des infrastructures. Ces installations entrent plutôt dans l'adaptation aux changements climatiques et pas nécessairement dans la résilience. Cependant, une adaptation territoriale permettrait tout de même d'accroître la résilience étant donné que les conséquences des changements climatiques sont aussi des sources perturbatrices à éviter. Cela veut dire que la troisième phase n'est pas complète à l'échelle théorique, mais la MRC et les municipalités peuvent contribuer au développement d'infrastructures afin d'éliminer les sources de perturbations.

La dernière phase, la consolidation, est encore loin dans la démarche de l'organisation, mais elle correspondrait à un renforcement du nouveau mode de vie adopté par les citoyens.

Pour faire un autre parallèle avec la définition apportée au chapitre précédent, dans MrCrea, Walton et Leonard (2014) les ressources sur le territoire peuvent être mises en catégories, soit le capital naturel, culturel, humain, politique, financier et construit. Dans cette optique, les différentes parties prenantes dans Lotbinière seront vues par ces différentes ressources.

Les composantes naturelles sont abordées, entre autres, par l'OBV qui s'assure de la qualité du milieu par la promotion d'actions sur le territoire des producteurs agricoles, avec un projet d'élargissement des bandes riveraines en collaboration avec l'UPA et par la lutte de la berce du Caucase. Les Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière participent avec l'OBV à la promotion de la biodiversité avec les Bioblitz. La Société d'horticulture fait aussi la promotion de la biodiversité et valorise les plantes traditionnelles. Les Amis du marais offrent la possibilité de mobiliser et de sensibiliser la population sur la qualité de l'environnement notamment par les enjeux fluviaux et marins. Les scouts peuvent aider à des projets et augmentent la sensibilisation auprès de la communauté.

La diversité culturelle avec les différentes manières de penser s'exprime peu sur le territoire de la MRC. Cependant, l'inclusion des individus d'une manière plus générale peut aller dans les mêmes objectifs d'esprit de communauté qui est valorisé par le Centre-Femmes, l'Oasis, le Cercle des fermières, la ressourcerie, la recyclerie et Aide alimentaire Lotbinière.

Un autre capital est celui éducatif qui s'exprime par la tournée d'écoles primaires dont la Coop FA a été mandatée par Demain Lotbinière. Cette tournée vise à faire connaître les actions qui sont possibles de mettre en œuvre à l'échelle individuelle afin de diminuer l'empreinte environnementale des gens.

Le capital social s'exprime par les liens sociaux dans une communauté et les individus sont au cœur de cette dynamique. Cette relation, dans le cadre du parallèle avec les acteurs mentionnés plus haut, s'exprime par certaines organisations comme Aide alimentaire Lotbinière et la ressourcerie. La première favorise l'inclusion sociale par les relations humaines et le don de nourriture. La deuxième s'insère dans une optique de réinsertion et d'intégration des gens dans la communauté. Les deux sont en soutien aux personnes en situation de précarité. Leurs actions contribuent à rendre la population moins vulnérable. Des mesures et des actions qui ciblent la précarité atténuent l'exposition aux changements climatiques (Eriksen et O'Brien, 2007). Le Centre-Femmes et L'Oasis font de même. Dans la même optique, comme mentionné plus haut, la vulnérabilité est le premier constat à établir et une première étape vers l'adaptation. L'étape du recouvrement étant la dernière, elle correspondrait en quelque sorte à celle où le mode de vie des citoyens dans Lotbinière a changé. La résilience est un concept nouvellement appliqué à l'échelle de la MRC, il sera donc intéressant d'analyser la situation au fil de l'adaptation et éventuellement du recouvrement.

Le capital politique, quant à lui, se présente sous le choix des élus dans les municipalités et leur capacité de faire des changements. Selon les municipalités, certaines ont plus de possibilités de changement que d'autres étant donné leur effectif. Saint-Agapit semble celle qui propose plus d'avancées dans la réglementation dans une démarche de diminution des impacts environnementaux. Saint-Patrice démontre un intérêt et semble proactive. Saint-Apollinaire est consciente des enjeux et agit selon les directives. Lotbinière et Saint-Agathe sont de plus petites municipalités qui œuvrent à rendre le milieu de vie des citoyens plus agréable et restent conscientes des enjeux environnementaux. Les organisations mobilisant, concertant et sensibilisant les citoyens sont celles qui peuvent avoir le plus d'influence sur les décisions politiques. Demain Lotbinière est celle qui offre le plus d'opportunités aux citoyens afin de sensibiliser, de mobiliser et de concerter. Ils ont l'opportunité ensuite d'influencer les décisions des élus.

Le capital financier dans la MRC se voit par la gestion de ses revenus et ses dépenses. Elle fait des choix dans le soutien financier de projets qui peuvent être mis en place dans la région. Les citoyens représentent le principal capital financier en faisant des choix économiques sur leurs habitudes de vie (alimentation, habillement, déplacement, etc.). Ces choix peuvent être dirigés vers l'achat local comme avec la ressourcerie, la recyclerie ou les produits locaux en promotion un peu partout sur le territoire par l'entremise de la table Goûtez Lotbinière et le Pôle agroalimentaire de Lotbinière.

Le capital de construction se réfère aux infrastructures présentes sur le territoire. Les routes et l'autoroute en sont les principales. La MRC travaille justement sur des projets de mobilité qui met en valeur les installations déjà présentes sur le territoire. Les municipalités interviennent aussi sur le milieu par la législation mise en place qui encadre les services offerts. Des choix à l'échelle municipale sur la gestion des matières résiduelles et la gestion de l'eau peuvent être faits dans le but d'élaborer de nouvelles structures et diminuer l'impact sur l'environnement. Dans un autre volet, le capital construit peut se voir par des initiatives de développements résidentiels avec une faible empreinte écologique ou une modernisation des infrastructures sanitaires qui peuvent être proposées par les municipalités.

Les deux parallèles qui viennent d'être faits entre la définition de la résilience et la MRC de Lotbinière montrent la dynamique entre les différents acteurs et dimensions de la société. L'environnement est au cœur des préoccupations et agit comme acteur de perturbations. Il correspond aux éléments qui expliquent la vulnérabilité et ce à quoi les citoyens doivent se préparer et s'adapter. Il représente aussi les ressources qui sont disponibles sur le territoire et le capital naturel à protéger. L'économie illustre la plupart du temps les moyens qui sont à la disposition des citoyens afin qu'ils s'adaptent et fassent des choix dans leur mode de vie afin de diminuer les impacts sur l'environnement. Leur capacité à repartir collectivement sur de nouvelles bases sociétales dépend des ressources économiques. Également, les finances sont importantes dans l'objectif d'améliorer les infrastructures. Le domaine du social s'intègre dans la résilience par la capacité humaine d'être globalement résilient, par l'adaptation qu'ils font et les moyens qu'ils prennent pour établir un nouveau modèle de vie. L'éducation relative à l'environnement et l'entraide favorise la résilience. Les liens sociaux tissent un maillage entre les individus qui leur donne la possibilité d'échanger et de partager sur des connaissances et des moyens d'adaptation.

Du point de vue plus global, la modélisation de la résilience apportée par Serfilippi et Ramnath en 2018 permet de décrire le modèle de la MRC de Lotbinière comme étant de causalité. En effet, les événements se lient et s'enchainent entre eux. C'est le modèle qui reste le plus pertinent dans l'analyse de la résilience à l'échelle de Lotbinière. Il donne un aspect de continuité au processus qu'il est nécessaire de comprendre pour les citoyens et ceux qui souhaitent être une partie prenante active.

### **3. COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES**

Dans ce chapitre, divers exemples de communauté sont présentés. Le but de cet exercice est de voir ce qui se fait ailleurs sur le territoire du Québec en lien avec la résilience. La description souligne les principaux éléments qui ont permis à la communauté d'atteindre ses objectifs. Les actions pour y arriver sont décrites afin de voir le processus et leur état actuel. Ensuite, les principaux concepts liés à la résilience dans les descriptions sont ressortis afin d'alimenter l'analyse au prochain chapitre.

#### **3.1 Illustrations de communautés résilientes**

Les exemples choisis sont basés sur une volonté de changement au sein d'une communauté en réponse à une problématique. Dans les illustrations présentées, ce vouloir peut s'exprimer à la suite d'événements météorologiques extrêmes ou de catastrophes naturelles. Ces cas font référence à une intensification de ce type d'événements causés par les changements climatiques. Dans la même optique, des exemples se réfèrent à la cause des changements climatiques par la volonté de réduire les GES et l'empreinte écologique des individus sur le territoire tout en améliorant la qualité de l'environnement. Également, cela se traduit dans certaines illustrations par des partenariats économiques, des programmes pour les citoyens ou à une gestion budgétaire d'une gouvernance municipale. Cette diversité d'actions amène à une résilience en lien avec les changements climatiques. D'autres exemples sont plutôt reliés à un contexte social particulier qui a amené la communauté à adopter une démarche de résilience. Dans tous les cas, la résilience est en lien avec une perturbation qui a lieu et les gens s'adaptent ou anticipent d'éventuels problèmes qui sont reliés. Dans ce contexte, les gestes d'anticipation sont donc considérés dans la démarche de résilience.

Les exemples sont tous d'actualité et l'échelle spatiale est limitée à celle du Québec. Les communautés sont identifiées et décrites selon le territoire en question. Les illustrations de communauté ont été trouvées en feuilletant des infolettres du magazine 100 degrés, en consultant le site Internet Phare Climat et en contactant Geneviève Cloutier, professeure à l'école supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional et directrice du Centre de recherche en aménagement et développement à l'Université Laval. Ces recherches proviennent de conseils de personnes travaillant au CRECA. Pour la majorité des projets, les responsables ont été contactés. Les noms complets des responsables qui ont répondu avec leur titre professionnel se trouvent à l'annexe 1. Dans le cas d'une absence de réponse, les informations trouvées en ligne ont été privilégiées. Également, à la suite de chaque exemple, il y a une identification des principales parties prenantes afin de faciliter l'analyse au chapitre suivant.

### **3.1.1 Municipalité de Sainte-Flavie**

Une tempête en décembre 2010 a causé d'importants dégâts sur les berges à Sainte-Flavie. À la suite de cet événement, une séance d'information a eu lieu et deux comités se sont rencontrés afin de voir ce qu'il était possible de faire pour diminuer la vulnérabilité des citoyens à ces phénomènes amplifiés par les changements climatiques. Deux projets en sont ressortis soit Côtes à côtes face aux risques côtiers et Aménagement et restauration du Bas-Saint-Laurent : les bonnes pratiques en milieu côtier. Le premier visait à accroître la capacité d'adaptation de la population en faisant des ateliers et à ce que les gens partagent de l'information. Le projet a eu lieu avec de nombreux partenaires issus du milieu universitaire avec l'Université du Québec à Rimouski, des instances locales (deux MRC de la région), le gouvernement québécois et canadien. Quant au deuxième projet, il avait pour objectif d'organiser des activités pour la restauration d'une partie de la plage à Sainte-Flavie. Le rétablissement de la végétation naturelle sur place a été privilégié étant donné que les plages qui avaient conservé leur état naturel ont subi moins de dommages que celles qui étaient enrochées. Par ces projets, les acteurs, issus principalement du milieu municipal, ont su se mobiliser face à l'intensification des événements climatiques et outiller les citoyens afin de diminuer leur vulnérabilité. Les recherches par les experts ont permis de mieux comprendre la situation et d'avoir des exemples de moyens pour y faire face. Le processus d'apprentissage a fait en sorte d'amener les citoyens à être plus résilients et à avoir des réflexions sur la planification stratégique. Il y a eu quatre étapes à ce processus, la première étant le dialogue et l'échange entre citoyens, la deuxième, la communication et l'information de la part d'experts, la troisième, la consultation et la dernière, la réflexion collective. Ces étapes consistent en un partage de vécus et de connaissances entre citoyens, spécialistes des enjeux climatiques et les dirigeants municipaux. Les échanges et les réflexions avaient pour but de clarifier et de structurer la problématique tout en apportant des solutions. Les projets réalisés dans la communauté sont donc en réaction à cet apprentissage. La MRC de la Mitis dont Sainte-Flavie fait partie a été consciente de tout cela et a orienté son schéma d'aménagement afin d'inclure une perspective de changements climatiques dans son développement. De plus, elle a permis aux différents acteurs de se regrouper et d'avoir un lieu d'échanges propices à l'émergence de la résilience en lien avec les changements climatiques. (Santos Silva, 2017) En complément, le ministère de la Sécurité publique du Québec a débuté une démarche afin d'offrir une relocalisation aux citoyens des 25 résidences les plus vulnérables. La municipalité a aussi maintenant une plateforme à laquelle les citoyens peuvent souscrire et recevoir des alertes en cas de catastrophe et de l'information d'intérêt public (Langlais, 2018, 5 décembre).

La population et la municipalité ont su réagir à la catastrophe en communiquant sur les conséquences et les moyens pour remédier à cette situation. Les préoccupations venant tant des citoyens que du



milieu municipal ont facilité le processus de communication. Il a permis de trouver les ressources nécessaires afin d'agir concrètement et rapidement. Les experts du milieu universitaire ont également contribué en apportant une autre vision du problème et des moyens pour y faire face.

### **3.1.2 Municipalité de Saint-Raymond-de-Portneuf**

L'inondation de la rivière Sainte-Anne dans la municipalité de Saint-Raymond-de-Portneuf a été marquante dans la mobilisation citoyenne. En 2012 et en 2014, le centre-ville a été submergé par la rivière avec des records de hauteur de crue. L'organisme de bassin versant de la rivière amène l'idée de la création d'un comité de suivi pendant une rencontre organisée par les acteurs politiques après l'évènement. Pendant cette rencontre, des intéressés se regroupent pour créer le comité Rivière. Malgré l'aspect informel de la structure, ils réussissent à réunir des citoyens à leur rencontre afin qu'ils fassent part de leur préoccupation et discuter des actions qu'ils peuvent poser. Plusieurs acteurs appuient les actions du comité comme l'OBV de la rivière Sainte-Anne, le directeur général de la municipalité, celui des services des travaux publics, le responsable des communications et du marketing de même que le coordonnateur des services techniques et de la géomatique. Le soutien politique permet de rendre légitime le comité et renforce les ressources disponibles afin de trouver des solutions au problème. Les ressources offertes par la municipalité concernent surtout l'organisation et la communication en faisant la promotion des actions envisagées par l'équipe municipale afin de faire face aux futurs évènements de crue. Une analyse de la situation a été faite par des experts en génie des eaux mandatés par la ville. Le comité a aussi pu faire une analyse en étant une plateforme de discussion et en regroupant des spécialistes membres de l'organisme de bassin versant. En effet, après l'inondation de 2014, l'OBV souhaitait établir une table de concertation avec différents acteurs du bassin versant. Ils ont donc fait appel à plusieurs acteurs à l'échelle de la municipalité, de la MRC de Portneuf, du gouvernement provincial et fédéral et à l'équipe d'experts. Ce groupe est coordonné par les intervenants de l'OBV. La relation entre chercheurs et citoyens permet de valoriser les savoirs de ces derniers comme étant des connaissances utiles pour connaître le milieu. De nombreux échanges entre le comité citoyen et des experts sur la situation ont eu lieu dans les restaurants. Ces rencontres informelles ont permis d'alimenter les idées sur les solutions à apporter. Les discussions devenaient plus formelles lors de la présentation des grandes conclusions au conseil municipal. Le comité reste une instance à part de la municipalité, ce qui permet de faire valoir une autre forme de gouvernance. (Cloutier et Demers, 2017)

Dans un contexte similaire à celui de Sainte-Flavie, Saint-Raymond-de-Portneuf souhaite agir pour éviter d'autres catastrophes. Des citoyens ont pris l'initiative de créer un groupe afin de pouvoir se concerter et de trouver des solutions face à la situation. L'OBV est important puisqu'il regroupe des

experts qui permettent de guider certaines décisions. Toutefois, la présence de comités reste souvent symbolique puisque le dernier mot revient à la municipalité.

Cette communauté est soutenue par la Rés-Alliance qui est menée par le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec. C'est un réseau qui permet des échanges d'expériences et de connaissances entre différentes communautés afin qu'elles s'adaptent à de nouvelles conditions climatiques qui ont des impacts sur la ressource en eau (Regroupement des organismes de bassins versants du Québec, s.d.). C'est une communauté de pratiques qui regroupe d'autres collectivités dans le but de les rendre autonomes dans leur adaptation aux changements climatiques. Le regroupement fournit la plateforme d'échange par l'entremise des différents OBV sur le territoire et une expertise scientifique. Les OBV communiquent entre eux, font de la mobilisation et de la sensibilisation auprès des citoyens en leur offrant des outils d'accompagnement comme des webinaires, des baladodiffusions et par les diverses rencontres organisées. Le réseau vise à rassembler les acteurs de différents milieux avec des opinions divergentes afin qu'il y ait un consensus sur les actions à entreprendre. Les OBV ont voulu mobiliser les municipalités et les MRC dans le projet étant donné qu'elles ont un pouvoir décisionnaire. Les OBV leur ont fait signer une fiche d'engagement formel afin de s'assurer de la proactivité dans la mise en place des actions. Pour le moment, les plans d'adaptation qui contiennent les actions prioritaires pour les citoyens ont été réalisés et les communautés les mettront en œuvre au courant de cette année. (C. Shaldembrand, conversation téléphonique, 1<sup>er</sup> avril 2020)

Dans cet exemple, l'adaptation aux changements climatiques implique les citoyens et les dirigeants municipaux. Les organisations comme l'OBV ont fourni un appui à l'élaboration d'actions, et les citoyens contribuent à la concrétisation des plans d'action. L'engagement des institutions politiques a été important dans la mise en œuvre des projets. Tous les acteurs ont participé afin d'y mettre des bases solides.

### **3.1.3 MRC de Maskinongé**

La SADC de la région a initié le projet En route vers la carboneutralité de la MRC de Maskinongé. Le projet vise à la mobilisation et à l'implication des citoyens dans la lutte aux changements climatiques. L'objectif est d'atteindre la carboneutralité d'ici 2023 par l'émergence d'initiatives et d'actions citoyennes (Opération veille et soutien stratégique [OVSS], s.d.). Le projet s'inscrit dans le programme Partenaire pour la protection du climat issu d'un partenariat entre la Fédération canadienne des municipalités et l'ICLEI Canada. Ce programme a un processus qui permet de tendre vers l'absence d'émission d'équivalent carbone. Les différentes étapes du processus disponibles sur le site de la Fédération canadienne des municipalités (2020) vont comme suit :

- « 1 : Établir un inventaire de référence et des prévisions des émissions de GES;
- 2 : Établir des objectifs de réduction des émissions;
- 3 : Élaborer un plan d'action local;
- 4 : Mettre en œuvre le plan d'action local;
- 5 : Surveiller les progrès et présenter les résultats ».

Un portrait des sources d'émission de GES sur le territoire a été réalisé au début en les catégorisant par secteur soit le municipal, les entreprises, les citoyens et le milieu agricole. Le répertoire des sources donne une idée aux citoyens afin qu'ils puissent être informés et sensibilisés à faire partie du programme. À la suite du portrait, quatre comités ont été formés représentant les quatre secteurs mentionnés plus haut. Ils sont constitués de bénévoles et aussi d'experts (OVSS, s.d.). Le recrutement des bénévoles s'est fait par les réseaux sociaux et par le contact avec des personnes spécifiques. Le programme est proposé aux municipalités, et pour l'instant, six sont inscrites sur les dix-sept de la MRC. L'inventaire étant déjà fait, la prochaine étape pour ces municipalités est d'établir les objectifs de réduction et d'en élaborer un plan. Le projet est encore aux premières étapes, et la coordination se fait par la responsable du projet à la SADC. Toutefois, les municipalités seront appelées à être autonomes. Les membres des comités organisent des rencontres entre eux et les comités se rencontrent aussi afin de partager de l'information et de se motiver, et ce, à une fréquence de quatre à huit fois par année selon les besoins et l'appui nécessaire. Un compte-rendu et un suivi sont faits pour les rencontres des activités et pour les actions du comité. Un défi important reste l'élargissement du réseau de bénévoles et plus largement la mobilisation des autres municipalités. Pour atteindre plus de personnes, les activités qui sont proposées aux citoyens essaient d'être variées en contenu, en formule et en lieu. Il y a aussi des membres motivés et engagés qui donnent le goût à d'autres de s'investir dans un tel projet. L'approche gagnante de la SADC réside dans la concertation du milieu qui permet de regrouper les ressources de tout un chacun afin de bien mener un projet dans une communauté rurale aux ressources limitées. De cette manière, plus de gens sont mobilisés. (K. Langlais, échanges de courriel, 17 mars 2020) La concertation se fait par divers moyens disponibles; le web, les médias sociaux, les journaux municipaux, la radio locale, des capsules web, des courriels, le bouche-à-oreille, etc. Il n'est toutefois pas toujours aisé de rejoindre la population malgré tous ces moyens. Les efforts doivent être constants. (K. Langlais, échanges de courriel, 23 mars 2020)

La SADC est porteuse d'un projet qui vise la mobilisation des citoyens. Elle répond à une certaine demande de la population d'intervenir à cette échelle en regroupant divers intervenants motivés à poser des actions. Elle soutient ces initiatives via les municipalités qui jouent un rôle important dans

la suite du projet. La mise en place se fait donc par les citoyens qui sont soutenus par la SADC afin de mobiliser leur municipalité à participer. La société d'aide essaie aussi de rassembler le plus de personnes possible à la cause pour que le projet se réalise à l'échelle de la MRC.

### **3.1.4 Ville de Nicolet et MRC Nicolet-Yamaska**

La Ville de Nicolet vise la réduction de 20 % de ses émissions de GES d'ici 2020. La Ville a élaboré deux documents sur les actions à poser. Celui corporatif vise plus spécifiquement l'instance municipale et l'autre vise la collectivité autant les entreprises que les citoyens. Une analyse a donc été faite pour ces deux cas. La stratégie abordée par Nicolet est la communication et la mobilisation. La Ville a justement mandaté une entreprise en communication afin de mettre en place son plan d'action de diminution des GES. La campagne de sensibilisation est basée sur la méthode RACE qui se divise en quatre étapes soit la Recherche, l'Analyse, la Communication et l'Évaluation. Ces étapes représentent un processus dynamique et simple à appliquer afin de faire un diagnostic, de faire la planification des actions pour ensuite les diffuser, de faire un bilan et un retour sur les objectifs. (ShaGG Communications, 2014) En 2018, l'administration municipale avait dépassé de 45,5 % ses objectifs de réduction tandis qu'à l'échelle de la collectivité seulement 5,4 % du 20 % avait été atteint (YHC Environnement, 2015). Les médias locaux, le site Internet et la page Facebook de la municipalité, des dépliants promotionnels, des affiches et une communication au sein des employés de la Ville sont utilisés pour partager de l'information sur les changements climatiques et les moyens pour les réduire (ShaGG Communications, 2014).

L'initiative de Nicolet s'inscrit dans un cadre plus grand de diminution de GES à l'échelle de la MRC. En effet, en 2019, la MRC Nicolet-Yamaska a fait un plan de transition écologique. Ce plan est issu d'un engagement du conseil des maires dans leur stratégie de développement de 2018 à 2021. La vision est que d'ici 2021 la MRC devienne « la force motrice du développement collectif durable du territoire de Nicolet-Yamaska ». Pour mettre en œuvre ce plan, il y a des actions prévues entre 2020 et 2024 qui répondent aux enjeux de la gestion de l'eau, des matières résiduelles, de la biodiversité, des changements climatiques et de l'aménagement territorial. La MRC encourage aussi les citoyens à proposer leur idée ou leur projet afin d'accroître la participation citoyenne et la viabilité du projet. (MRC de Nicolet-Yamaska, 2019) Des groupes citoyens ont été rencontrés afin de connaître leurs préoccupations et de les inclure dans le plan. Toutefois, les actions et les mesures pour impliquer davantage les citoyens sont en cours d'élaboration. Un fonds pour la transition écologique a également été créé. Il est financé avec le Fonds région et ruralité et les mesures d'application sont encore à déterminer. Le conseil des maires a aussi pris la décision de le financer à l'ordre de 100 000 \$ par an sur cinq ans à partir du budget de fonctionnement de la MRC. (M. Côté et M. Croteau, échanges de courriel, 4 mai 2020) Le Comité d'aménagement durable et d'environnement de la MRC assure un suivi

par des rencontres tout au long de l'année et un rapport présentant le bilan d'avancement sera réalisé. Une stratégie de communication de capitalisation de l'expérience sera aussi mise de l'avant. (MRC de Nicolet-Yamaska, 2019)

Dans ces deux cas, la Ville et la MRC expriment la volonté de diminuer leurs émissions de GES. Elles mettent en place des objectifs et font appel aux citoyens pour qu'il y ait un mouvement collectif de réduction des GES. La communication et la participation citoyenne sont donc centrales.

### **3.1.5 Communautés des Premières Nations du Québec et du Labrador**

L'Institut du développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a été fondé par les Chefs de l'Assemblée des Premières Nations du Québec-Labrador, et vise à donner une opportunité aux communautés autochtones du Québec et du Labrador de mettre en place une démarche de développement territorial. Le processus de développement se fait en accord avec les enjeux du territoire et les préoccupations des populations. (Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador [IDDPNQL], s.d.a) Les communautés autochtones sont vulnérables aux changements climatiques. Ceux-ci affectent leur mode de vie et leur identité. En réponse à cela, l'institut propose à ces communautés un document qui permet de concrétiser l'adaptation aux changements climatiques. Le but de ce document est de répondre au contexte autochtone qui diffère de celui qui est prédominant dans la société. (IDDPNQL, s.d.b) L'ouvrage *Changements climatiques : guide de mise en place d'un plan d'adaptation* offre un moyen pour les autochtones de s'organiser et d'adopter un plan d'action afin de répondre aux changements climatiques. Cependant, le financement ne permet pas de mettre en œuvre des actions, mais seulement un plan pour y arriver. En effet, les communautés font face à une grande compétition pour les projets à l'échelle provinciale, et les montants proviennent surtout du gouvernement fédéral. Il y a tout de même différents projets qui sont mis en œuvre dans les communautés comme la restauration d'habitats côtiers pour lutter contre l'érosion, des ateliers de sensibilisation et de mobilisation communautaire sur les changements climatiques et des projets de suivis et de surveillance du climat. (A. Ferland, échanges de courriel, 2 avril 2020)

Cet exemple est intéressant puisqu'il donne une nouvelle vision de la gouvernance dans la résilience en lien avec les changements climatiques. L'institut est un acteur incontournable dans la gestion des enjeux liés aux changements climatiques et est un bon exemple de participation citoyenne.

### **3.1.6 Municipalité du canton de Saint-Camille**

Ce village estrien est aux prises avec un exode rural important dans les années 1960 et 1970 et a vu sa population diminuer de moitié. Un désir de revitaliser le village s'est fait sentir de la part de citoyens. Un premier pas a été réalisé lorsque la coopérative agricole était sur le point de fermer et que la Caisse

populaire déjà installée dans le même bâtiment voulait s'établir dans des locaux plus grands. Le maire de l'époque a pris les devants et grâce à des bénévoles camillois, ils ont transformé la bâtisse en centre multifonctionnel (Caisse Desjardins, bureau municipal, salle du conseil, maison des jeunes, caserne de pompiers et le bureau de poste). Un lien entre le monde politique et les citoyens s'est créé montrant aux gens la possibilité de concrétiser des projets de grande ampleur. Plus tard, la fermeture du magasin général a entraîné la création d'un groupe de citoyens, le Groupe du Coin, qui souhaitait préserver le patrimoine du village. Ainsi, le groupe constitué de quatre investisseurs s'est mis d'accord pour investir 1000 \$ chacun afin d'acheter le magasin général. Par cet achat, le groupe a pris l'initiative de gérer un fonds pour la réalisation de projets dans la communauté. Il a permis de maintenir le projet communautaire du P'tit Bonheur et de voir apparaître, la Corvée, une coopérative de solidarité issue de la vente du presbytère. Le désir de certaines personnes âgées de se rétablir dans le village et la vente de la bâtisse ont été les éléments déclencheurs de cette coopérative. Les mêmes actionnaires ont aussi acquis le garage du village et en ont fait un atelier pour les artisans. Depuis, le groupe représente une solution alternative aux institutions bancaires et fait rayonner des projets innovants et de solidarité par la volonté de préserver le cadre bâti.

Le P'tit Bonheur a favorisé la concrétisation du Centre d'interprétation du milieu rural, ce qui a permis d'avoir une ressource pour assurer la pérennité des nouvelles institutions présentes sur le territoire. L'esprit de solidarité s'est aussi exprimé au travers des enjeux démographiques. En effet, en 1995, la Corporation de développement socioéconomique est créée et prône un développement en concordance avec la protection de l'environnement en élaborant des projets en collaboration avec d'autres organisations. Elle s'est vu confier le mandat de réaliser des projets afin d'augmenter le nombre d'habitants. La coopérative résidentielle du Rang 13 a donc vu le jour en 2007. Cette initiative a permis de créer un projet innovant liant agriculture, environnement et sentiment d'appartenance. Il existe aussi actuellement une coopération d'alimentation, la Clé des champs, qui fournit des paniers d'aliments pour les familles. De plus, l'école primaire participe au projet Écoles éloignées en réseau qui vise à faire connaître les opportunités d'intégration des technologies de l'information et communication tout en encourageant le développement local. Le ministère de l'Éducation avec ce projet a été important dans les débuts par la valorisation du travail en réseau. En effet, cela a permis de maintenir l'institution scolaire grâce à la collaboration de deux autres écoles dans les villages avoisinants et la participation de parents et de citoyens. (Dufresne, 2014)

Dans cette illustration de résilience, les acteurs principaux ont été les citoyens et la mairie. Une volonté de préserver le patrimoine et de redynamiser le village a été faite autant du point de vue de la gouvernance que des citoyens. Les citoyens ont joué le rôle principal en créant des regroupements, des organisations et des associations comme le Groupe du Coin qui a stimulé les initiatives

communautaires. La municipalité a soutenu ces groupes et a favorisé le maintien de ces mouvements sociaux. L'exemple est intéressant ici, car le mouvement est issu d'une volonté des citoyens d'agir face au déclin démographique.

### **3.1.7 MRC d'Argenteuil**

La MRC d'Argenteuil a lancé un projet d'agriculture communautaire sur son territoire. Ce projet répond aux objectifs du plan de développement de la zone agricole de la MRC. La volonté d'agir dans cette voie a été soutenue par la démarche Prend soin de notre monde qui favorise les initiatives afin d'améliorer la qualité de vie des gens. Cette démarche s'inscrit dans le Programme national de santé publique et dans la Politique gouvernementale de prévention en santé. Un des buts est d'accroître la collaboration et la capacité d'agir des individus dans les communautés. Des données sur la population ont révélé une dévitalisation et une situation socioéconomique défavorable, par exemple, par le fait que les enfants grandissant sur le territoire auront une espérance de vie moins élevée que celle de leurs parents. La MRC a donc pris des initiatives pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens. (Institut national de la santé publique du Québec [INSPQ], 2017)

Des terres excédentaires qui étaient destinées au barrage de Carillon ont été cédées à la municipalité de Chatham en 1994 qui, lors de la fusion avec la municipalité de Brownsburg en 2013, les lègue à la MRC. Ce furent 245 hectares qui ont été transmis, et sur ce nombre 45 sont cultivables. En 2013, la fermeture d'usines et les pertes d'emplois qui sont survenues font en sorte que plus de gens demandent de l'aide alimentaire (Labbé, 2015, 24 août). Le projet a obtenu du financement du gouvernement la même année par le biais des deux programmes mentionnés plus haut. L'année suivante des études ont été menées afin de pouvoir mettre en œuvre l'espace d'agriculture communautaire. L'année 2015 marque le début de la concrétisation du projet par la mise en culture de 0,6 hectare de terre et l'embauche d'un agronome et d'une ouvrière agricole (MRC d'Argenteuil, 2017). En 2017, le projet permettait de nourrir 536 familles soit 1100 personnes par semaines (MRC d'Argenteuil, 2017, 17 octobre). En 2019, les aliments étaient remis à 73 % à la banque alimentaire (Centre d'Entraide), 14 % étaient destinés aux paniers solidaires et 13 % aux paniers communautaires. Ces derniers sont remis à des organisations ou des associations qui aident la communauté avec des projets ou des activités comme des repas communautaires. Les paniers solidaires, eux, sont fournis aux bénévoles qui prêtent mainforte au projet selon un nombre minimal d'heures de bénévolat. Les légumes qui ne trouvent pas preneurs sont transformés et redistribués par la banque alimentaire. Il y a également une équipe d'employés subventionnés par des programmes d'intégration sociale, ce qui permet au projet d'être pour certains un tremplin pour le marché du travail. Également, des groupes de bénévoles comme ceux du Carrefour jeunesse emploi viennent sur le terrain et aident au maraîchage. L'engagement de bénévoles n'est pas un problème, car des partenaires fiables qui avaient

la possibilité d'aider ont été approchés avant la mise en place du projet. Depuis, celui-ci est de plus en plus connu, et il est encore plus facile de trouver des bénévoles. (R.-C. Bergeron, conversation téléphonique, 25 mars 2020) Il y a également des activités complémentaires au modèle comme la mise à disposition d'une aire de compostage dont la majorité des fruits et légumes proviennent du Centre d'Entraide et l'aménagement de bandes fleuries pour les insectes pollinisateurs. En 2020, un jardin de fines herbes est prévu d'être réalisé (MRC d'Argenteuil, 2019).

Une des réussites est cette volonté d'engagement qui s'est traduite par l'allocation de ressources professionnelles et budgétaires entièrement affectées à soutenir ces changements à l'échelle du territoire. En parallèle, la MRC s'est dotée, au fil des années, d'une équipe pluridisciplinaire qui lui a permis d'accroître ses capacités et son offre d'expertise auprès de ses municipalités locales, notamment en urbanisme, en agronomie, en génie civil, en environnement, en foresterie, en développement social et en communications. La MRC a su s'adapter aux besoins tant municipaux que supramunicipaux. (INSPQ, 2017) Un travail de communication innovant permet chaque année de faire une promotion efficace du projet. Les personnes responsables font en sorte de trouver des moyens différents et diversifiés pour le promouvoir soit par une conférence de presse, de la publication sur les réseaux sociaux ou un événement afin de célébrer les récoltes. L'approche du projet est gagnante pour tous puisqu'elle ne vise aucunement à faire concurrence aux maraichers de la région, mais bien à être un moyen pour les partenaires (Centre d'Entraide, Carrefour jeunesse emploi...) d'atteindre leurs objectifs. De plus, l'ambiance conviviale qui règne au champ favorise la pérennité du projet. (R.-C. Bergeron, conversation téléphonique, 25 mars 2020) Également, un sentiment d'appartenance et identitaire face aux territoires a favorisé l'appropriation du projet par les gens et sa réussite, en plus, de répondre à un besoin dans la MRC (INSPQ, 2017).

Dans le cas du projet d'agriculture communautaire, la principale partie prenante a été la MRC qui, face à la situation sociale de son territoire, a décidé de prendre les devants et d'avoir un projet rassembleur pour la communauté. Les bénévoles au travers des organisations permettent le bon fonctionnement du projet, et la banque alimentaire joue un rôle important en distribuant les récoltes.

### **3.1.8 Ville de Vaudreuil-Dorion et MRC de Vaudreuil-Soulanges**

La ville s'est dotée d'un Agenda 21 mondial de la culture. Ce document vise à accroître les liens entre le milieu culturel et celui de la gouvernance. En 2014, Vaudreuil-Dorion est désignée pour être ville-pilote du renouvellement de l'Agenda 21 de la culture (Ville de Vaudreuil-Dorion, 2017). En parallèle, la MRC, celle de Vaudreuil-Soulanges, a adopté la Charte d'engagement de la culture de l'Agenda 21C du gouvernement du Québec (MRC de Vaudreuil-Soulanges, s.d.). L'année suivante, elle adopte la Politique culturelle dans la voie du développement durable tandis que le regroupement international



Cités et gouvernements locaux unis nomme Vaudreuil-Dorion ville leadeure pour sa vie culturelle et artistique avec 8 autres villes à travers le monde (Ville de Vaudreuil-Dorion, 2017).

Depuis 2006, la région est engagée dans le développement culturel avec la venue de cette politique. La MRC a comme rôle d'assurer la concertation des acteurs dans le domaine de la culture par le Conseil des arts et de la culture de Vaudreuil-Soulanges afin de planifier une stratégie de développement culturel. Le sentiment identitaire est important dans la planification des activités qui se veulent innovantes afin d'accroître ce sentiment tout en respectant les moyens disponibles. La MRC soutient la concrétisation d'initiatives culturelles issues de municipalités ou de différentes parties prenantes. (MRC de Vaudreuil-Soulanges, s.d.) Le Conseil des arts se charge de mettre en place la politique qui collabore avec les différents acteurs pour la promotion de la culture (Conseil des arts et de la culture de Vaudreuil-Soulanges [CACVS], 2020a). Une des méthodes est la médiation culturelle qui lie l'art, la culture et la société. Cela dynamise l'occupation du territoire et accroît le sentiment identitaire de la communauté (CACVS, 2020b).

La MRC et la ville ont entamé des démarches en lien avec le mouvement du développement durable. Elles ont su être proactives dans le domaine culturel par la médiation et elles sont conscientes du potentiel de la région. Dans cette optique, le cas ici est intéressant, car il fait référence à l'anticipation. En effet, cette démarche renforce les liens sociaux et est cohérente avec le développement durable de la communauté sur le territoire. Des liens sociaux et un sentiment d'appartenance forts sont un atout au processus de résilience.

### **3.1.9 MRC de Brome-Missisquoi**

La symbiose industrielle qui s'est installée dans la MRC de Brome-Missisquoi donne un bon exemple de ressources mises en commun sur un territoire à l'échelle d'une MRC. Ces acteurs se regroupent sous la Table des entreprises en développement durable qui a été mise sur pied par le Centre local de développement (CLD) de la MRC. Leur motivation vient de la volonté de mettre en place le DD auprès des entreprises de la région afin d'accroître leur rayonnement (Centre local de développement Brome-Missisquoi [CLD BM], 2014). Le CLD a consulté le public dans le but de renouveler son plan stratégique de développement économique 2008-2014. Lors de ces consultations, les entreprises font part de leur besoin et leur souhait de valoriser leurs matières résiduelles dans une perspective environnementale tout en créant un espace de rassemblement. Le projet est graduellement mis en place par les diverses rencontres continues entre les parties prenantes. Certaines municipalités avaient déjà une sensibilité à l'environnement par leur engagement, ce qui a favorisé la mobilisation de fonds et la réalisation du projet (Molaison, 2016). La première phase a été d'élaborer le projet en sollicitant les potentiels partenaires et de finaliser le plan financier. Un diagnostic du territoire a aussi été fait l'année

suivante pour identifier les acteurs, leurs besoins et leurs offres (CLD BM, 2015). Le bilan de 2018 indiquait que 450 échanges ont été réalisés, ce qui représente une participation de plus de 100 entreprises, une formation continue de plus de 300 employés, des gains économiques d'un million de dollars et plus de 5000 tonnes métriques de matières résiduelles valorisées (CLD BM, 2019.).

Une animatrice au CLD dédiée au projet permet de rassembler les différents acteurs, de communiquer avec des entreprises qui souhaitent participer à la symbiose industrielle à faire des échanges et de recruter de nouvelles entreprises. L'animatrice récolte également des données sur la symbiose. Elle permet de faire la liaison entre les différentes parties prenantes entre elles et avec le CLD porteur du projet. Le CLD joue le rôle de spécialiste auprès des entreprises de la symbiose. Diverses méthodes de communication sont utilisées dans les échanges (Lussier, 2017). La première, la réception, crée un climat de confiance par l'écoute et encourage les individus à fournir l'information nécessaire. La deuxième, la facilitation, incite les parties prenantes à partager de l'information entre elles. L'entretien est la troisième méthode, elle cible l'importance des relations entre les acteurs et concerne aussi les discussions informelles. Enfin, l'information en tant que stratégie fait en sorte que le message transmis est pertinent et peut se représenter sous forme de bons coups dans la symbiose entre les acteurs (Brouillet et Bujold, 2000). Des réunions hebdomadaires au CLD aident l'animatrice à s'informer sur les activités (Lussier, 2017). Le CLD assure la gouvernance pour la symbiose et souhaite amener l'autonomie des entreprises tout en restant un appui continu (Molaison, 2016). La confiance entre les parties prenantes a été essentielle dans la mise en œuvre de la symbiose industrielle. L'essai sur cette symbiose par Marie Line Molaison en 2016 a permis d'en dresser un portrait et de ressortir des recommandations. Ces dernières sont prises en compte dans la démarche du CLD pour soutenir le projet et la table des entreprises (O. Familiar, échanges de courriel, 31 mars 2020).

Dans ce contexte, les acteurs économiques de la MRC et le CLD ont favorisé l'émergence de cette symbiose industrielle. Les entrepreneurs ont une sensibilité à une meilleure gestion des déchets, et avec la collaboration du CLD de la MRC les démarches ont pu prendre forme. Les institutions scolaires ont eu un rôle important puisqu'elles permettent le partage de connaissances comme avec le Centre de transfert technologique en écologie industrielle affilié au Cégep de Sorel-Tracy. Le projet est aussi un excellent objet d'études pour les étudiants en environnement, ce qui peut accroître les possibilités qu'offre un tel projet sur un territoire. L'exemple permet de voir la résilience face à la disponibilité des ressources sur un territoire donné et à une meilleure gestion des matières résiduelles.

### **3.1.10 Ville de Matane**

Le budget participatif est un outil intéressant à expérimenter dans le but d'accroître l'implication citoyenne dans les projets pour la communauté. L'expérience a été faite, entre autres, à la Ville de

Matane (100° Mauricie, 2018). Depuis 2016, Matane octroie un budget pour des projets citoyens. En 2018, le projet gagnant dans la catégorie volet vert a été celui des jardins fruitiers de la bibliothèque qui consiste à mettre en place un parcours fruitier diversifié en face de la bibliothèque. Un autre projet gagnant a été d'illuminer des points centraux du centre-ville avec des jeux de lumière afin d'attirer des gens en le rendant plus attrayant (Ville de Matane, 2020b). Le processus qui mène à la concrétisation d'un projet commence par une rencontre d'informations où les échanges d'idées entre les citoyens et le conseil municipal permettent d'identifier des projets potentiels à développer. Une autre rencontre obligatoire se fait après la soumission en ligne des formulaires de projets. Les citoyens sont conviés à prendre rendez-vous à cette rencontre afin de prendre connaissance des projets. Une équipe regarde ensuite la conformité afin de voir si le projet ne déroge pas d'un règlement ou s'il cadre dans le budget alloué par la Ville. L'équipe suggère ensuite des modifications que le citoyen porteur du projet doit apporter. Une période de vote est ouverte quatre mois plus tard étant donné que la présentation se déroule en mai et le vote en septembre. Le résultat est connu à la suite de la prochaine rencontre du conseil municipal après la fin de la période de vote de deux semaines et demie pour ce qui est de la saison 2020 (Ville de Matane, 2020a).

L'outil adopté par la Ville de Matane est intéressant, car il fait valoir la participation citoyenne dans les décisions politiques. Les citoyens s'identifient aux projets acceptés, et le sentiment d'appartenance à la communauté peut accroître par la même occasion.

### **3.1.11 Ville de Laval**

La Ville de Laval a créé un fonds pour des projets environnementaux. En effet, elle souhaite compenser les émissions de GES en tarifiant les promoteurs qui raccordent leurs terrains aux services de la Ville. Un montant de 0,54 \$/m<sup>2</sup> permet de compenser ces activités : « la préparation du terrain, le déboisement et l'enlèvement de la terre végétale, la construction de conduites et l'excavation, la construction de fondations et de chaussée, le pavement et la fabrication de trottoirs et de bordures » (Phare Climat, 2018). Cela représente la quantité d'équivalents carbone qui n'est plus séquestrée à cause de la modification de l'affectation du sol et qui se voit tarifiée. Ce nombre est uniformisé pour l'ensemble de la Ville. Le fonds vise à réduire les coûts d'achat qui diminuent la quantité d'équivalents carbone émise. Le fonds a servi de subvention aux citoyens lors de l'achat d'une voiture carburant à l'électricité ou d'un vélo électrique et lorsqu'il y avait une conversion énergétique dans les bâtiments au mazout à l'électricité. Les projets choisis sont décidés au sein de la Ville qui s'est dotée de lignes directrices afin d'analyser les coûts et les bénéfices de chaque projet. (I. Dessureault, conversation téléphonique, 7 avril 2020)

Il est intéressant de constater une initiative d'une ville qui crée un fonds avec le développement territorial afin de diminuer son empreinte carbone.

### **3.1.12 Initiatives en lien avec la pandémie de la COVID-19**

Le printemps 2020 est marqué par une pandémie qui maintient les gens confinés chez eux, ce qui paralyse la société et demande d'être résilient face à la situation. De nombreuses pertes d'emplois dans cette crise sont liées au domaine du tourisme et à celui de la restauration. Les petites et moyennes entreprises sont les plus touchées (La presse canadienne, 2020, 4 mars). Un mouvement de solidarité est grandissant avec les entrepreneurs et producteurs locaux. L'exemple du répertoire de Solution locale montre qu'une initiative citoyenne peut avoir des impacts sur l'achat local. En effet, la plateforme permet de trouver et de faire connaître des ressources de toute sorte à proximité, et ce, à l'échelle de la province (Solution locale, s.d.). L'UPA fait aussi la promotion des produits locaux avec le mouvement Mangeons local plus que jamais!. Cela permet de sensibiliser les gens à l'alimentation et l'achat local (UPA, s.d.).

À la ville de Sherbrooke, cela s'est traduit par le projet Sherbrooke unie contre la pandémie. Cette initiative permet à Moisson Estrie et aux restaurateurs locaux de poursuivre leur activité. Les citoyens donnent un montant aux restaurateurs afin qu'ils puissent préparer des prêts-à-manger pour Moisson Estrie. L'organisation les distribue aux familles qui vivent une situation économique difficile. C'est une manière d'assurer la pérennité des commerçants locaux tout en appuyant la communauté. La collaboration de l'organisation à but non lucratif La Ruche a permis la réalisation de la plateforme de financement participatif de proximité. (Lessard, 2020, 27 mars)

La pandémie perturbe les activités et tous les individus doivent s'adapter à la situation. Cette adaptation fait partie d'une résilience sociale qui permet de promouvoir les produits locaux et d'aider les personnes avec le plus de besoins. Le contexte actuel est aussi propice à une résilience environnementale. En effet, de nombreux regroupements environnementaux se préparent au post-COVID-19. Ils profitent de cette crise pour constater l'impact des activités humaines sur l'environnement et sensibiliser les gens afin d'éviter que la relance économique soit faite sur les mêmes bases de développement. (Grenier, 2020, 14 avril)

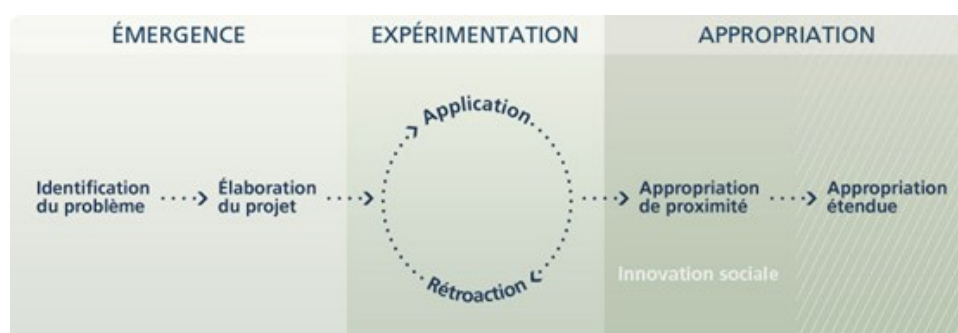
Dans un même ordre d'idée, un parallèle peut être fait entre la démarche de résilience de Demain Lotbinière et la crise liée au COVID-19. En effet, la promotion de l'alimentation locale est encore plus pertinente dans un tel contexte en plus d'être un moment propice pour entamer une réflexion sur une vision de développement.

### 3.2 Analyse du processus

L'analyse du processus vise à faire ressortir des concepts de résilience dans les différents exemples plus haut. Sans reprendre exhaustivement chacun d'entre eux, cette identification complémentera l'analyse comparative avec la MRC au chapitre suivant.

Tout d'abord, l'innovation sociale est un concept qui rejoint le processus de résilience. En effet, l'innovation sociale implique une nouvelle structure sociale qui est aussi une des finalités de la résilience. L'exemple à Saint-Camille le montre puisque la mairie et les citoyens ont su être proactifs dans la démarche de restauration de bâtisses dans le village. Ils ont su innover dans leur projet et redonner une certaine vitalité à leur communauté. De plus, le village de Saint-Camille est montré en exemple par sa solidarité et son intelligence collective qui peuvent être appliquées à d'autres échelles territoriales (Cassen, 2006, aout).

La restructuration sociale de l'innovation correspond à des mesures et une nouvelle situation qui est durable et marque une certaine coupure avec la structure existante prédominante. L'innovation répond aussi à un besoin social en lien avec des problématiques qui surgissent (Réseau québécois en innovation sociale [RQIS], 2011). L'innovation sociale en tant que processus est illustrée à la figure ci-dessous.



**Figure 3.1 Processus de l'innovation sociale (tiré de : RQIS, s.d.)**

Pour le maintien et le bon arrimage entre les étapes du processus, il y a des activités de diffusion d'informations sur le projet. L'organisation d'événements favorise le partenariat entre les différentes parties prenantes et l'appropriation de projets par des acteurs clés. Le tableau donne une idée de la compréhension de l'évolution applicable à des cas d'innovation sociale. Dans un contexte de résilience, l'innovation correspond à l'étape de l'adaptation. En effet, le projet innovant mis en place permet d'adopter de nouvelles méthodes en réponse à un problème. L'innovation va de pair avec la résilience, car les deux concepts ont une modification de la structure sociale comme finalité. L'innovation vient de la créativité des individus qui se réunissent, discutent et imaginent des projets. De bons liens sociaux stimulent la création et favorisent la faisabilité de ceux-ci. La diversité des acteurs et des idées

augmente la créativité au sein du groupe. L'innovation correspond en quelque sorte à la concrétisation de cette créativité (CEFRIO, 2011, cité dans Dufresne, 2014). Les citoyens de Saint-Camille ont eu des idées et des initiatives pour la réalisation de projets. Ils ont su collectivement dynamiser les interactions entre eux tout en prenant le dessus sur le déclin social et économique. Le projet d'agriculture communautaire de la MRC d'Argenteuil est aussi innovant. Ce sont des initiatives issues d'une volonté municipale afin de faire les choses autrement et de répondre à un besoin de la population.

Dans un même ordre d'idée, l'innovation sociale peut émerger de divers acteurs présents sur le territoire. Dans le cas des MRC mentionnées dans les exemples, les circonstances avec des programmes gouvernementaux et la disponibilité d'un financement permettent la concrétisation de projets. Toutefois, les causes de la réalisation d'un projet sont diverses, et il y a des conjonctures plus favorables que d'autres à la mise en œuvre. L'exemple du programme du réseau Rés-Alliance le montre puisqu'il provient d'un montant alloué par le gouvernement aux OBV.

Le point ici est de souligner le financement qui est l'élément limitant dans les initiatives. Dans tous les exemples mentionnés ci-haut, c'est Saint-Camille qui diffère le plus en termes de financement. En effet, ce sont les citoyens qui ont pris les devants en investissant dans leur communauté. La municipalité et des programmes gouvernementaux ont fourni un soutien par la suite. Le financement des autres exemples provient d'un budget d'une gouvernance municipale (municipalité, ville ou MRC). Ces instances et les organisations connexes comme le CLD et la SADC ont planifié leur budget selon leur stratégie de développement, parfois en concertation avec la population, avec la recherche de fonds par des programmes et tous autres moyens qui sont à leur disposition. Dans tous les cas, la résilience émane de l'innovation dans la réalisation de projet.

La gestion budgétaire permet aussi à des acteurs territoriaux d'innover. Par exemple, les actions posées par les villes de Matane et Laval donnent la possibilité d'agir concrètement pour les citoyens. De plus, la participation citoyenne est un élément clé de la résilience et est nécessaire dans un contexte d'aménagement durable du territoire (Horgan et Dimitrijević, 2019). En effet, ce sont eux qui subissent les impacts et qui collectivement ont une influence pour modifier la structure sociale et l'aménagement du territoire. Le budget participatif de la Ville de Matane et le développement résidentiel du Rang 13 à Saint-Camille montrent des possibilités de développer le territoire en fonction d'initiatives citoyennes.

Le cas des communautés des Premières Nations avec l'IDDPNQL reflète l'importance de programmes, de l'appui du gouvernement dans le maintien d'un projet et aussi de l'innovation par une manière différente de gérer le territoire. En effet, l'institut est un levier et soutient le développement de ces

communautés. Il donne l'opportunité de donner des moyens pour que le développement territorial corresponde à la vision des résidents.

La valorisation de la culture et de l'art dans la région de Vaudreuil-Soulanges montre l'intérêt d'en faire la promotion. En effet, il fait partie d'un processus d'identification au territoire à l'échelle locale qui contribue à la solidarité, et par ce fait, à la démarche de résilience.

Également, la communication est essentielle dans la mise en place de l'innovation et dans le processus de résilience. En effet, dans les modèles de résiliences communautaires la communication est centrale dans la capacité d'adaptation (Houston, Spialek, Cox, Greenwood et First, 2015). Les plateformes web et les réseaux sociaux sont les principaux moyens utilisés pour faire la promotion dans les exemples. Les meneurs des différents projets comptent aussi sur le bouche-à-oreille. Par exemple, la SADC de la MRC de Maskinongé fait appel à ses bénévoles pour partager l'information auprès d'acteurs dans d'autres municipalités pour accroître la participation au projet. Elle se base aussi sur un principe de concertation des citoyens tout en variant les activités afin de rejoindre le plus de gens possible. Le projet de la MRC d'Argenteuil se fait connaître via ses partenaires, par une promotion annuelle (événement ou publication) et par les citoyens bénévoles. Pour ce qui est de la Ville de Nicolet, elle se concentre principalement sur les outils en ligne et les médias. Elle a une approche structurée (RACE) qui permet de faire avancer le projet. Dans le cas de Saint-Raymond-de-Portneuf et de Sainte-Flavie, la communauté a plutôt fait des rencontres informelles et formelles dans le but d'atteindre leurs objectifs. Rés-Alliance de son côté propose un engagement formel avec les municipalités, ce qui est intéressant dans la mise en place d'un projet. Cela montre aussi une volonté élargie de poser des actions pour la cause environnementale.

Les projets qui émergent du milieu municipal misent sur la communication via les médias locaux et les moyens disponibles sur Internet afin de sensibiliser le plus possible de citoyens aux projets mis en place. Ceux initiés par les citoyens, comme à Saint-Camille, Saint-Raymond et Sainte-Flavie, mettent plus de l'avant les rencontres entre citoyens et le milieu municipal pour que tous participent de manière proactive à la problématique. La participation citoyenne et celle des instances locales vont donc de soi dans la viabilité des projets.

La communication permet de mobiliser et aussi de faire le partage de connaissances et d'expériences. Le réseau Rés-Alliance montre que la résilience passe par les échanges de connaissances et d'expertises. En effet, c'est la base de leur projet afin que les communautés s'adaptent aux changements climatiques. L'aménagement de la côte à Sainte-Flavie et des rives de la rivière Sainte-Anne illustre aussi que les échanges entre les citoyens et l'expertise de scientifiques permettent une meilleure adaptation aux changements climatiques. La symbiose industrielle de Brome-Missisquoi

requiert également un partage de données et des échanges entre les différents acteurs qui sont essentiels à la mise en place de la symbiose. Dans ces échanges, la transparence et la confiance sont la base de leur réussite.

De plus, les recherches universitaires amplifient la promotion et l'appui de projets innovants. La symbiose industrielle dans la MRC de Brome-Missisquoi a suscité l'intérêt d'étudiantes par sa mise en place. En effet, il y a deux essais de maîtrise disponibles sur la plateforme Savoirs de l'UdeS, un par Marie-Line Molaisan en 2016 et l'autre par Marie-Pier Lussier en 2017 portant sur la symbiose industrielle dans cette MRC. Ces recherches ont permis de faire avancer le projet.

Il est intéressant de voir aussi les motivations de la résilience dans les exemples. Dans certaines communautés, les efforts se concentrent sur l'adaptation, tandis que d'autres s'attardent plus à la cause du problème. Les acteurs des communautés qui s'adaptent agissent pour qu'un évènement perturbateur passé ne se reproduise plus. Cette situation est due aux changements climatiques qui intensifient les épisodes météorologiques extrêmes comme à Sainte-Flavie et à Saint-Raymond. Dans un même ordre d'idée, dans la MRC d'Argenteuil, à Saint-Camille et dans une situation de pandémie, les personnes agissent dans un contexte où le problème a toujours lieu. Dans les autres illustrations, les individus posent des actions dans le but d'atténuer les problèmes qui peuvent potentiellement se produire. Les initiatives afin de diminuer les émissions de GES font partie de cette catégorie comme c'est le cas dans la région de la MRC de Nicolet-Yamaska, à la MRC de Maskinongé et à la Ville de Laval. Une démarche combinant les deux, soit la réduction des GES et l'adaptation, facilite la démarche de résilience de la communauté. Il est donc intéressant d'analyser un processus de résilience de ce point de vue en lien avec la situation dans la MRC de Lotbinière.

En bref, l'innovation sociale par les communications sous ces diverses formes, la participation citoyenne, l'identification au territoire et les finances sont les éléments ciblés dans les exemples en lien avec la résilience. La portée et la raison des initiatives sont aussi des éléments retenus. L'intégration de ces concepts dans la résilience facilite la démarche. L'analyse au prochain chapitre reprend ces aspects afin de les appliquer au contexte de la MRC de Lotbinière dans une optique d'appuyer la résilience et d'en faciliter le processus.



#### **4. ANALYSE COMPARATIVE**

Ce chapitre reprend les éléments des deux précédents afin d'analyser les parties prenantes mentionnées dans le portrait de la résilience de la MRC de Lotbinière avec les concepts retenus dans les illustrations de communautés résilientes. La communication, la participation citoyenne, l'identification au territoire dans un esprit d'innovation sont les éléments repris et appliqués aux parties prenantes. L'objectif est de faire ressortir des points principaux d'appui aux processus de résilience en comparant avec les exemples ou souligner les éléments à renforcer pour les acteurs en décrivant leur situation selon les concepts retenus. Pour ce faire, l'analyse se fera en deux sections; une se structure selon les parties prenantes et l'autre porte une vision plus générale. Les deux sont complémentaires, ce qui permet d'apporter plus d'idées et de peaufiner le regard porté sur la situation.

##### **4.1 Analyse par parties prenantes**

Cette section vise à analyser la situation selon les acteurs de la résilience cités au chapitre 2. Cela permet d'avoir une vue plus spécifique de ce qui peut être fait par les acteurs. Certaines organisations ont été mises ensemble puisque leurs actions sont similaires et que les analyser séparément aurait rendu l'analyse redondante.

##### **4.1.1 Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière et groupes d'action**

La TCCDL vise à promouvoir les actions que peuvent poser les individus afin de diminuer leur impact sur l'environnement. Ses actions portent sur la sensibilisation et la concertation. La communication est centrale dans l'émergence de l'organisation. L'innovation dans les communications peut être intéressante à aborder dans ce contexte à l'instar de ce qui est fait à la SADC de Maskinongé. En effet, la personne responsable du projet de diminution de GES dans la région de Maskinongé innove en variant les moyens de communication et en changeant régulièrement de lieu et de type d'évènements. Cela les aide à rejoindre un maximum de gens. Dans le cas de la TCCDL, la diffusion par des vidéos ou des Facebook Live est intéressante afin de sensibiliser plus de personnes. De plus, certaines conférences peuvent être sous cette forme. Une stratégie de communication a déjà été adoptée par Demain Lotbinière afin de mobiliser le milieu pour atteindre les cibles de diminution de GES. Elle s'inspire de la démarche dans la MRC de Maskinongé avec la catégorisation par quatre secteurs des parties prenantes soit le municipal, les entreprises, les citoyens et le monde agricole. Le forum en 2018 a permis de cibler les sources de GES que les gens considéraient comme importantes afin d'y mettre des efforts pour les réduire. Les groupes d'actions en sont issus et visent une plus grande implication citoyenne. Le défi est d'accroître cette participation, et pour cette raison, Demain Lotbinière en fait la promotion et essaie de trouver des leaders pour que les personnes s'impliquent davantage.

Cependant, la stratégie de communication doit se transformer dans un contexte de pandémie étant donné les nombreux événements reportés qui faisaient appel à la population. Les réseaux sociaux représentent une solution à cette situation en étant un moyen de prédilection afin de maintenir les gens renseignés. En effet, ils offrent la possibilité de partager du contenu sur la solidarité et le pouvoir de l'action collective. De cette manière, cette méthode contribue à sensibiliser la population à la participation citoyenne. Des capsules vidéos peuvent être pertinentes afin de tenir au courant les intéressés sur la suite des événements tout en y faisant la promotion. Les médias locaux peuvent également jouer un rôle important dans la sensibilisation.

La stratégie s'inscrit également dans le processus de communication RACE (recherche, analyse, communication et évaluation) qui s'applique dans le contexte de Demain Lotbinière. En effet, le forum a permis, tout d'abord, d'identifier les préoccupations et les actions qui pouvaient être faites par les gens en lien avec les enjeux environnementaux. Ensuite, la stratégie de communication a été mise en place. Finalement, l'évaluation de la stratégie se fera après l'atteinte d'objectifs.

La TCCDL peut aussi servir de vitrine pour les programmes de financement pour les membres. Chacun d'entre eux peut s'entraider dans la connaissance de différents programmes et dans l'application de ceux-ci afin d'obtenir un soutien financier. De cette manière, les organisations maximisent les opportunités de financement. Les membres ont la possibilité d'appuyer les demandes de la TCCDL. Cet appui permet de rassurer les bailleurs de fonds et par le fait même d'assurer un financement. De plus, cela augmente la solidarité entre les membres et encourage les initiatives d'actions résilientes. Le financement est un facteur limitant, de là l'importance de souligner cet aspect dans le cadre de la TCCDL. Pour y faire face, les organisations doivent innover dans ce sens comme la communauté de Saint-Camille a su le faire. En effet, le Groupe du Coin a su mettre en commun des ressources financières pour soutenir des projets de revitalisation du village.

Demain Lotbinière permet de mettre en commun des connaissances et pratiques entre les membres. Cette mise en commun peut se concrétiser par un espace afin d'accroître l'autonomie des personnes dans la réparation d'objets. Par exemple, dans la MRC de Maskinongé, le Maski s'répare est un événement de réparation qui a lieu afin d'offrir aux personnes un espace et des moyens pour réparer leurs vieux objets. Les personnes s'entraident dans la réparation et contribuent à diminuer le nombre d'objets qui vont à l'enfouissement (L'Écho de Maskinongé, 2019, 12 juillet). Un tel événement pour les vélos pourrait aussi voir le jour dans Lotbinière, ce qui permettrait de faire la promotion de l'utilisation d'un transport actif et l'autonomie des personnes, en plus d'être en lien avec les objectifs du groupe Demain on se déplace mieux. Ce principe peut aussi s'appliquer à des événements de troc entre les personnes afin de diminuer la consommation de nouveaux biens et les ressources nécessaires

à leur production. Au fil du temps, si les événements gagnent en popularité, il sera possible d'établir un lieu physique permanent pour ce genre d'activités.

Une démarche qui tend vers l'alimentation locale comme avec Solution locale est pertinente dans le processus de résilience. En effet, dans une optique de diminuer l'empreinte écologique et d'augmenter les circuits courts, la création de cette plateforme à l'échelle du Québec est intéressante à promouvoir. En effet, une carte interactive permet d'identifier des entreprises ou commerçants de proximité. Malgré l'échelle plus large que le territoire en question, elle peut permettre de dresser un bon portrait des ressources de la région, ce qui est complémentaire au répertoire disponible sur le site de Demain Lotbinière et celui de la table Goûtez Lotbinière. Demain Lotbinière a déjà bien entamé la promotion de l'alimentation locale et des outils élaborés dans le contexte de la pandémie peuvent servir à appuyer le mouvement dans sa mise en forme.

Dans les objectifs de la TCCDL, elle ne contribue pas directement à l'adaptation à la suite d'un événement perturbateur comme un OBV peut le faire à la suite de fortes crues comme à Saint-Raymond-de-Portneuf. Cependant, la TCCDL peut le voir comme une opportunité pour sensibiliser et soutenir les personnes qui subissent de tels impacts. Dans la région, ce sont les résidents à proximité des rivières et du fleuve qui sont plus exposés à l'intensification des événements météorologiques. En effet, l'érosion des rives fluviales et des embâcles plus récurrents sont déjà observés dans la région. La TCCDL informe les gens sur les conséquences des changements climatiques notamment par l'évènement Un dimanche pour nos enfants. Ce type d'initiatives permet de qualifier les actions de la TCCDL comme facilitantes dans le processus de résilience par la préparation aux risques. En effet, ces actions concernent l'atténuation des changements climatiques et elle vise aussi l'adaptation face à des risques futurs.

#### **4.1.2 OBV du Chêne**

Des projets d'envergure environnementale sont promus par l'organisme de bassin versant. Comme montré dans les exemples, l'OBV peut avoir un rôle important dans la mise en place de projets innovants pour l'environnement. Un engagement formel est possible avec des municipalités, voire une MRC, pour concrétiser la volonté d'avoir un impact positif sur l'environnement. Certaines municipalités sont plus sensibles à la question comme à Saint-Patrice-de-Beaurivage où l'OBV peut jouer un rôle non négligeable dans les initiatives d'adaptation aux changements climatiques. D'autant plus qu'une modification dans le régime des précipitations occasionne des risques de crues plus grands. En effet, des embâcles sont plus fréquents au printemps sur la rivière Beaurivage dans cette municipalité de même que dans celle de Saint-Gilles où des maisons construites en zone inondable ont déjà été déplacées. L'OBV peut être un facilitateur dans la mise en œuvre de projets et celui qui assure leur

bonne évolution auprès des citoyens et des décideurs municipaux. Dans ce cas, le Comité de bassin versant de la rivière Chaudière peut aussi jouer un rôle d'accompagnement puisque la Beaurivage fait partie de ce bassin versant. Le territoire du bassin de la rivière du Chêne touche aussi à ces territoires, une complémentarité dans leur action est intéressante ici afin de maximiser leur portée. La Rés-Alliance offre l'opportunité de faire partie d'une communauté de pratiques. Ainsi, les connaissances et le partage d'expériences dans ce domaine sont accrus. Par exemple, une municipalité peut faire le lien entre le réseau existant et les autres en partageant certaines initiatives pertinentes. Le réseau pourrait permettre un échange avec des spécialistes et la population pour qu'un dialogue s'installe sur la situation des changements climatiques en lien avec l'eau, mais aussi sur les conséquences en général. Les discussions entre les personnes peuvent faire ressortir des préoccupations et des solutions. Elles peuvent être aussi partagées avec les experts et les décideurs afin de poser des actions concertées sur le territoire.

Les efforts de l'organisme de bassin versant visent l'adaptation en lien avec la ressource hydrique et la protection des milieux naturels en concertation avec les préoccupations des acteurs locaux. La finalité d'une grande part des actions et de la sensibilisation que l'organisme met en œuvre est la préservation de la qualité de l'eau et donc l'adaptation de l'aménagement du territoire à cette fin. Cet aménagement est adapté à des risques de contamination de l'eau et peut également aider à diminuer les effets d'événements météorologiques extrêmes, notamment par la végétalisation des bandes riveraines. Leurs actions touchent donc moins la cause des changements climatiques que l'adaptation qui est liée. L'OBV reste un atout indéniable pour la démarche de la résilience dans la MRC par l'approche concrète des actions mises en œuvre. Par exemple, l'OBV peut mener une opération de nettoyage des bordures de routes avec des citoyens et des organisations pour éviter que les déchets contaminent les milieux humides. De plus, l'organisme est une ressource importante dans le domaine de l'environnement pour une municipalité ou une MRC qui n'ont parfois pas les spécialistes dans ce domaine.

#### **4.1.3 Ressourcerie de Lotbinière et la recyclerie Recyc-Lav**

Ces deux entreprises ont les mêmes objectifs de valorisation des biens et de diminution de la quantité de matières résiduelles. Elles rendent plus accessibles aussi des biens aux personnes qui ont des revenus plus faibles. Elles innovent dans ce sens tout en donnant l'opportunité aux individus de diminuer les impacts de leur consommation ainsi que l'enfouissement et les problèmes environnementaux qui sont reliés. En guise de complément, de l'information sur la quantité de déchets produite et la quantité de matières détournée des sites grâce à la ressource et la recyclerie peut être divulguée au large public. Les sites Internet et les pages Facebook, les médias locaux et l'affichage sur le territoire sont d'excellents vecteurs de transmission d'informations. Leur travail mérite d'être

valorisé dans la MRC afin de faire connaître les alternatives disponibles aux citoyens à l'achat de biens neufs. Cela se fait déjà par le site Internet de Demain Lotbinière et celui de la MRC. La recyclerie n'est toutefois pas mentionnée sur ce dernier, ce qui serait intéressant. Elles doivent donc innover dans leurs moyens de communiquer afin de faciliter la démarche de résilience.

#### **4.1.4 Organisations communautaires**

De nombreuses organisations communautaires sont présentes sur le territoire de la MRC, et certaines ont été ciblées dans le cadre de leur initiative en environnement ainsi que dans la démarche de résilience. Les Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière, les Amis du marais de Saint-Antoine-de-Tilly, la Société d'horticulture de même que les scouts font partie de ces organisations qui œuvrent à la sensibilisation de la qualité de l'environnement et contribuent à sa protection. Leurs événements et leurs actions aident à sensibiliser les gens à la situation actuelle et les incitent à adopter des gestes qui s'insèrent dans le processus de résilience. Ils s'inscrivent aussi dans une optique d'innovation sociale par la mission qu'ils portent. En effet, ces organisations ont vu le jour en réponse à une problématique identifiée sur le territoire. Elle est plus spécifique pour les organisations des Amis de la forêt et du marais, car la première concerne la dégradation de la forêt seigneuriale et la deuxième concerne la valorisation et la protection du marais à Saint-Antoine. La Société d'horticulture provient de l'enjeu de la perte de biodiversité dans sa globalité qui affecte aussi le territoire de la MRC. Ces organisations ont différentes pratiques qui peuvent être mises en commun afin de former une communauté. Ces pratiques et expériences peuvent servir pour tous les autres membres de la TCCDL. Chacun a des missions différentes qui complètent les autres. Cette complémentarité peut diversifier et agrémenter les activités déjà présentes. Cela peut se concrétiser en prenant, par exemple, des espèces végétales trouvées dans la forêt qui sont mises en valeur par la Société d'horticulture lors de la fête des semences. Les Amis du marais peuvent aussi faire de même et la Société d'horticulture peut compléter en les aidant à nettoyer le marais dans le but de maximiser la préservation de la biodiversité. Ils peuvent organiser également des conférences en commun en liant leurs valeurs et leurs missions. Les scouts, eux, peuvent soutenir les activités de nettoyage du marais et d'identification de la biodiversité avec les Bioblitz. Ils ont la possibilité d'encourager la biodiversité en plantant une diversité d'espèces lorsqu'ils sont appelés à faire de la plantation. Ces exemples d'échanges sont appuyés par la comparaison avec la symbiose industrielle de Brome-Missisquoi qui montre que la communication entre acteurs est essentielle afin de connaître les besoins et les ressources de chacun pour s'assurer d'une complémentarité dans les échanges. Cela peut être facilité par les moyens qu'ils utilisent pour communiquer. Également, une personne dédiée à bien connaître les organisations facilite les possibilités d'échanges. Dans le cas d'organisations à but non lucratif, l'idéal est de trouver une ou un bénévole qui prêterait mainforte à cet exercice.

Le Centre-Femmes, L'Oasis et le Cercle des fermières font aussi partie des organisations communautaires dans Lotbinière. L'esprit de collaboration et d'échanges peut se faire entre elles comme mentionné pour les organisations plus haut. En effet, le Cercle des fermières peut appuyer le Centre-Femmes en transmettant des connaissances aux femmes sur l'autonomie et l'artisanat. Ces trois organisations peuvent collaborer avec d'autres dans des activités de collectes de matières résiduelles dans les milieux naturels ou par la plantation d'arbres.

Dans la même optique, le financement peut se faire en collaboration et en concertation avec les idées d'activités de financement. Les organisations s'entendent pour coordonner les activités afin que le public cible ne soit pas sollicité de tous les côtés au même moment. Elles peuvent également partager des idées sur les activités de financement pour les diversifier. Les scouts peuvent appuyer les activités en étant bénévoles.

#### **4.1.5 MRC de Lotbinière**

La MRC a le potentiel d'être un levier de développement important dans la résilience. En effet, c'est un acteur de développement local qui donne les grandes lignes de l'aménagement à planifier sur le territoire. À l'instar d'autres MRC, elle peut adopter une stratégie afin de diminuer ses émissions de GES. Par exemple, Nicolet-Yamaska a une planification de transition écologique et a aussi créé un fonds pour cette cause. Ce fonds a été établi par le conseil des maires qui s'est donné un échéancier de cinq ans pour la réalisation du plan de transition. Dans cette région, c'est la Ville de Nicolet qui a entamé une démarche dans le même sens afin de diminuer les GES sur son territoire. Nicolet a su mettre en place des mesures pour réduire les émissions dans ses institutions et pour encourager ses citoyens à le faire. La communication est centrale dans cet exemple. En effet, par la communication les MRC accompagnent les municipalités dans leur développement. Dans le cas de la MRC de Lotbinière, la localisation des bureaux favorise la communication entre les différents acteurs de développement puisque l'OBV du Chêne et les responsables de la table Goûtez Lotbinière sont aussi regroupés à cet endroit. Les échanges et la communication peuvent donc mieux se faire dans le cadre d'un développement territorial concerté.

La prise en compte d'autres intérêts et préoccupations permet d'accroître l'implication dans le développement territorial. La MRC représente un milieu où différents acteurs peuvent prendre des décisions concertées. De plus, elle est un partenaire pour les organisations et les regroupements citoyens dans leurs projets, car ils s'entraident dans l'atteinte de leurs objectifs. Cette structure déjà en place est pertinente à poursuivre et à renforcer pour accroître le sentiment identitaire sur le territoire. Une élaboration et une construction communes de projets constituent des moyens pour entretenir et appuyer la participation citoyenne.

L'IDDPNQL est un bon exemple de structure territoriale favorisant la concertation. En effet, l'institut est un acteur de développement pour les communautés des Premières Nations tout en privilégiant la consultation avec la population afin de voir leur vision de développement. Les projets correspondent donc à la concrétisation de la vision de la population.

À l'échelle du financement, la MRC de Nicolet-Yamaska montre que la volonté politique d'agir pour l'environnement structure la démarche pour y parvenir. Un budget participatif peut compléter ce processus puisqu'il favorise la participation citoyenne et le sentiment d'appartenance à une région. Les projets peuvent être orientés plus dans le domaine de l'environnement avec des initiatives pour des projets d'embellissement par la végétation ou vers la mobilité durable. Des projets valorisant la culture peuvent être intéressants aussi. Ils contribuent au développement durable des collectivités tout en augmentant le caractère identitaire du territoire comme à Vaudreuil-Dorion. Des catégories pour les projets déposés peuvent être mises en place pour favoriser les initiatives dans ces domaines comme la Ville de Matane l'a déjà fait avec le volet environnemental. Le budget participatif peut donc être pertinent afin qu'une MRC en fasse la promotion auprès de ses municipalités, voire qu'elle en fasse l'expérience. Pour ce qui est de la MRC de Lotbinière, elle considère l'avis de la population dans la prise de décisions pour le développement de la région par ses comités comme avec le comité consultatif en environnement. Une consultation de la population se fait par ce moyen puisque des organisations et des citoyens engagés font partie de ce comité. Toutefois, cette manière réduit les possibilités d'un sentiment identitaire envers le territoire étant donné que la population n'est pas nécessairement consultée dans le processus. Un budget participatif est intéressant pour cette raison. Des projets en outre environnementaux qui touchent l'art et la culture sont aussi intéressants afin de faire valoir le patrimoine et les artistes de la région. Cela permet de cibler un autre public tout en favorisant l'identification au territoire comme à Vaudreuil-Soulanges.

Dans le même ordre d'idée de financement et de développement territorial, le fonds créé par la Ville de Laval est un moyen pour diminuer les émissions de GES. Une valeur écologique doit toutefois être établie pour évaluer le montant de la tarification. La MRC peut jouer le rôle de l'instance qui dirige les opérations en établissant un document permettant d'établir la tarification et en documentant cette pratique afin que les municipalités puissent concrétiser la mise en place. Cela peut permettre également d'avoir du financement pour la restauration de bâtiments afin de les rendre plus écologiques ou pour l'aménagement de pistes cyclables. La MRC peut également s'assurer d'un suivi et d'une amélioration continue de cette stratégie.

La MRC peut être un appui dans le financement d'infrastructures pour accroître la protection des milieux naturels ou celles permettant la réalisation d'ouvrages pour la mobilité durable. Également,

elle peut apporter un appui tout au long de la démarche de résilience. Elle peut encourager l'adaptation et le recouvrement à la suite d'un événement perturbateur par l'investissement dans les infrastructures.

#### **4.1.6 Municipalités**

Les municipalités ont le pouvoir de poser des gestes concrets dans le domaine de l'environnement. La municipalité de Sainte-Flavie montre les possibilités d'échanges entre municipalités et MRC. En effet, la MRC de La Métis a contribué à documenter la situation en permettant aux citoyens des municipalités affectées par la tempête de discuter des solutions à apporter. Cette situation est particulière puisqu'elle survient après un événement ponctuel dans le temps. Néanmoins, en considérant une échelle temporelle constante, un partage régulier de ce qui est fait entre les municipalités peut être intéressant. En effet, une rencontre annuelle regroupant les élus et la direction générale des municipalités peut accroître les échanges et les idées d'initiatives à l'échelle locale. La MRC de La Métis a également adapté son schéma d'aménagement pour favoriser l'adaptation des communautés touchées. Les MRC et les municipalités peuvent prendre les devants pour un aménagement et un développement plus écologiques. Les MRC peuvent innover dans ce sens lorsqu'elles planifient leur vision stratégique et les municipalités peuvent choisir d'agir et d'en faire davantage. Ces dernières peuvent aussi faire des suivis dans les actions adoptées à la suite de la planification stratégique pour aider la MRC à faire des mises à jour plus régulières de la stratégie. Elles peuvent par la même occasion échanger sur leurs visions de développement. Toutefois, la possibilité d'action dépend grandement de la taille des municipalités. En effet, les ressources humaines et financières sont les éléments déterminants pour la mise en œuvre de projets. Les municipalités représentent tout de même un appui aux initiatives et peuvent en être porteuses. La prise d'initiatives à l'échelle politique facilite la mise en place d'actions d'organisations communautaires.

Les municipalités ont également la possibilité de concerter la population. Les différents groupes et organisations sont des sources d'informations pour connaître les préoccupations et les enjeux du territoire. À Sainte-Flavie, les étapes de communication entre citoyens, dirigeants et spécialistes ont permis un partage d'idées et une concertation sur ce qu'il serait le mieux de faire.

Un enjeu important pour les municipalités s'exprime aussi dans la manière d'accroître la participation citoyenne lors des consultations. La diversité des thématiques abordées et des lieux d'événements peut accroître le public touché sans qu'il y ait un événement rassembleur. Le projet de la SADC dans la MRC de Maskinongé utilise cette technique afin d'aller chercher de nouvelles personnes pour faire partie du projet de carboneutralité.



Pour ce qui est du financement, les municipalités ont des sources de revenus qui proviennent de la tarification des services et de la valeur foncière. Dans tous les cas, elles ont les moyens de récolter des fonds et de décider de la gestion qui sera faite. Par exemple, elles peuvent établir des redevances pour compenser les émissions GES engendrées par le développement résidentiel ou souligner les initiatives de résidents qui promeuvent la biodiversité sur leur terrain. Cela peut prendre forme d'un concours au sein de la municipalité pour le terrain le plus fleuri ou celui avec le plus d'espèces. Il peut y avoir la même chose pour le terrain le mieux conservé ou aménagé afin de promouvoir par le fait même les ententes de conservation volontaire. Les prix peuvent être des produits locaux en collaboration avec la table Goûtez Lotbinière ou des semences traditionnelles qui peuvent servir pour l'année suivante. Les projets de budget participatif sont aussi intéressants en ce qui concerne le financement notamment avec le soutien de la MRC.

Il y a aussi la possibilité que la municipalité encourage la création d'une coopérative de développement résidentiel qui s'inscrit dans une dynamique de partage, de valorisation des compétences et des connaissances de chacun dans un esprit de diminution de l'empreinte écologique. Une coopérative résidentielle présente une option pour le développement et peut être encouragée par les instances municipales. La coopérative du Rang 13 à Saint-Camille est une réussite et un tel modèle de développement peut être repris par d'autres municipalités.

#### **4.1.7 SADC Lotbinière**

La société d'aide au développement soutient les acteurs économiques de la région. Elle agit par la mobilisation et la sensibilisation auprès des acteurs. Elle représente un agent de développement considérable par son appui à la MRC dans la mise en œuvre de ses lignes directrices.

Entre autres, elle peut proposer des projets comme celui de symbiose industrielle dans la MRC de Brome-Missisquoi. Dans cette MRC, c'est cependant le CLD qui a été porteur du projet. Une table a été créée afin de faciliter la communication entre les entrepreneurs intéressés à participer à un échange et un partage de diverses ressources. L'exemple est pertinent par les initiatives que peut entamer la SADC afin de faciliter les échanges et faire émerger une nouvelle dynamique économique sur le territoire. Ces échanges de services peuvent permettre de réduire l'impact environnemental des entreprises tout en étant financièrement viables. Cette organisation agit comme un promoteur du DD et de partages de bonnes pratiques. La SADC Lotbinière a notamment un projet qui appuie les petites entreprises à générer moins de gaz à effet de serre. Ce type d'initiative peut être intéressante à appliquer en considérant les municipalités comme des acteurs économiques qui souhaitent participer au marché du carbone. Elle peut regrouper et mettre en relation les différents acteurs présents sur le territoire tout en valorisant le partenariat.

Les actions de DD de la SADC concernent la cause des changements climatiques et l'adaptation en lien avec ceux-ci. Son champ d'action est vaste et touche les différentes dimensions d'une démarche de résilience.

#### **4.1.8 Goûtez Lotbinière — Pôle agroalimentaire de Lotbinière — UPA**

Ces trois parties prenantes sont les principaux acteurs économiques de l'agroalimentaire dans Lotbinière. Ils pourraient créer une communauté de pratiques en agroalimentaire du même type qui se fait avec le réseau Rés-Alliance pour l'adaptation des communautés en lien avec les milieux humides et hydriques. À l'échelle du territoire, l'UPA fait la promotion de pratiques plus respectueuses de l'environnement auprès des agriculteurs. Le Pôle appuie les agriculteurs dans une utilisation optimale de la production, en complémentarité Aide alimentaire Lotbinière offre une voie pour éviter que des aliments ne soient jetés. La table Goûtez Lotbinière fait la promotion des produits locaux lors d'événements et dans les grandes chaînes de la région. Les activités et les événements de cette dernière sensibilisent les gens à l'offre alimentaire sur le territoire. De plus, plusieurs acteurs de l'agroalimentaire siègent sur la table de Goûtez Lotbinière. C'est une spécificité intéressante à exploiter dans le but d'accroître les capacités d'approvisionnement local par la concertation des acteurs et la sensibilisation auprès des consommateurs. Un siège au sein de la table Goûtez Lotbinière pour Aide alimentaire Lotbinière et le Pôle enrichirait les réflexions sur la sécurité alimentaire et les circuits courts. Toutes ces parties prenantes réunies peuvent développer une expertise en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire à l'échelle d'une MRC tout en respectant l'environnement.

#### **4.1.9 Aide alimentaire Lotbinière**

Aide alimentaire Lotbinière est une banque alimentaire et contribue à apporter de la nourriture à des gens qui ont moins de moyens en plus de diminuer le gaspillage d'aliments. Dans ce contexte, un parallèle avec le projet d'agriculture communautaire dans la MRC d'Argenteuil est intéressant étant donné qu'il provient d'une initiative d'une MRC et qu'elle collabore avec la banque alimentaire de la région. Cet exemple montre que des partenariats entre une organisation qui distribue la nourriture et des acteurs locaux assurent un approvisionnement adéquat à la banque alimentaire et aident à nourrir plus de familles. Il représente aussi un modèle de partage et d'implication citoyenne. Pour ce qui est d'Aide alimentaire Lotbinière, elle fait déjà affaire avec des producteurs comme la ferme Rosa. Une dynamique s'est créée entre eux de manière naturelle, ce qui crée un équilibre et une constance dans les échanges. L'association se fait aussi avec la coopérative le Pôle agroalimentaire de Lotbinière pour transformer des aliments. L'approche de l'organisation est intéressante par la diversité de parties prenantes. Cependant, la MRC de Lotbinière vit une situation socioéconomique et démographique différente de celle d'Argenteuil, et la MRC en tant que telle n'a pas nécessairement besoin d'intervenir dans la région pour pallier un contexte social particulier. Le fait que la MRC d'Argenteuil mène un

projet communautaire en agriculture est intéressant afin de pouvoir appuyer des foyers avec des revenus plus faibles, à favoriser le sentiment d'appartenance à la communauté et à favoriser l'implication citoyenne. Tous ces aspects participent au processus de résilience, et Aide alimentaire Lotbinière peut adopter ce type de modèle de projet avec l'association de la MRC et L'Oasis, entre autres, dans le but d'assurer la pérennité d'un projet tout en combinant l'intégration sociale. La collaboration avec une municipalité peut aider à l'acquisition d'un terrain pour lancer un tel projet. Une petite superficie est nécessaire étant donné qu'il vise à compléter ce qui serait déjà donné ou loué à faible coût à la banque alimentaire sans que les producteurs locaux soient affectés. De plus, il faut aussi pouvoir le financer avec des programmes sociaux ou environnementaux et des contributions volontaires en argent, temps ou matériel pour y parvenir. Cela implique des ressources qui peuvent être parfois difficiles à trouver. Un projet semblable est déjà présent sur le territoire, mais a une portée nationale. En effet, les Moissonneurs solidaires à Lotbinière permettent l'intégration de personnes en difficulté tout en fournissant des aliments à Moisson Québec (Moissonneurs solidaires, s.d.).

#### **4.1.10 Coop FA**

Cette coopérative participe à la démarche de résilience par le partage de connaissances et la sensibilisation. Sa contribution aide à joindre un public qui peut être moins sensible à la question climatique et environnementale. En effet, les enfants deviennent un vecteur d'informations vers leurs parents qui peuvent développer un intérêt pour la question. La participation de la Coop FA montre aussi qu'une démarche de résilience va au-delà des acteurs locaux. Ils représentent des ressources que Demain Lotbinière a su aller chercher. Le village de Saint-Camille a fait de même afin de préserver son école. La communauté a fait appel à d'autres écoles des municipalités voisines et elles ont pu créer un réseau afin de maintenir les institutions.

## 4.2 Regard sur l'analyse

L'analyse qui vient d'être faite est divisée par parties prenantes. Cependant, le constat est que peu importe le projet ou l'initiative, elle concerne une pluralité d'acteurs. Cette section vient donc apporter des éléments plus généraux à l'analyse précédente.

La démarche de résilience dans Lotbinière a commencé par une sensibilité à la qualité de l'environnement avec l'exploration du gaz de schiste. Des citoyens avaient déjà un intérêt à préserver leur milieu et au fil des années le mouvement a évolué pour englober la cause des changements climatiques et la dégradation des milieux naturels. Il y a par ce fait un noyau suffisamment grand de citoyens engagés pour trouver des moyens afin de répondre à ce phénomène. La réduction des émissions des GES fait partie inévitablement des motivations et représente aussi un objectif à atteindre. Pour y arriver, différentes voies existent et toutes permettent une réduction des émissions. Les illustrations de communautés résilientes le montrent puisque la plupart d'entre elles réduisent les émissions et contribuent à la protection de l'environnement sans être un objectif. L'innovation et l'ingéniosité dont font preuve les gens dans leur communauté montrent l'importance de l'être dans toutes les dimensions du projet. En effet, tout se concrétise par l'implication citoyenne et une vision commune de développement. Dans ce contexte, le mouvement dans la MRC de Lotbinière vise à ce que les gens se sensibilisent et agissent dans leur quotidien afin de diminuer leur impact sur l'environnement. L'approche est intéressante parce qu'elle cible les comportements individuels afin de faire une différence collectivement. La participation de la population est primordiale afin de poursuivre dans cette direction. Les liens qui se créent dans les interactions de la participation citoyenne sont aussi importants. Ils favorisent le partage de connaissances et les réflexions sur des idées de projets. Par exemple, la stratégie adoptée par la communauté de Sainte-Flavie qui a subi des conséquences de l'intensification des phénomènes météorologiques a fait en sorte d'avoir l'avis et les connaissances autant des citoyens que d'experts. Cette approche rassemble la communauté et permet de faire ressortir des idées de développement et d'aménagement concertées et réfléchies.

La valorisation de l'achat local est un bon moyen afin de faire changer des habitudes. Par exemple, la table Goûtez Lotbinière valorise l'achat de produits alimentaires locaux. Avec le temps, les gens ont été conscientisés à l'alimentation locale et à l'étiquetage Goûtez Lotbinière. Ils se familiarisent également à l'impact social et économique de l'achat local. En effet, les personnes qui achètent aux producteurs de la région favorisent une économie locale forte. Ils se soutiennent et dynamisent les services de proximité. Les citoyens développent le territoire par les choix qu'ils font autant économiquement que socialement. Lorsque les dynamiques sont bien en place, cela aura des conséquences positives sur la diminution des GES. Ce fait montre la simplicité de la modification des habitudes alimentaires dans la région de Lotbinière et par la même occasion la démarche de résilience.

Cela permet aussi d'avoir une cause qui touche plus de gens afin qu'ils se sensibilisent à la question environnementale et s'impliquent davantage. De plus, les gens s'identifient au territoire par ces interactions et développent de nouvelles compétences qui permettent la plénitude et la confiance en soi (Gamson, s.d., cité dans Benford et Snow, 2012). Ces aspects contribuent à un développement d'une communauté sereine dans un environnement sain et économiquement viable.

Également, les gens doivent être valorisés dans les actions qu'ils font. Une reconnaissance favorise la considération envers la démarche et contribue à susciter l'intérêt d'autres personnes à s'impliquer. Ils doivent se sentir concernés par l'évolution du territoire tout en faisant part de leurs connaissances de celui-ci. Ces savoirs servent au développement de la communauté, et les élus peuvent en tenir compte. Il est intéressant d'en faire la promotion et de sensibiliser les décideurs à l'importance d'un développement concerté. Les organisations peuvent soutenir les élus en partageant leur perception de l'organisation du territoire ainsi qu'en détaillant les raisons et les motivations de la mobilisation. Par exemple, l'OBV du Chêne vise à faire la promotion de bonnes pratiques agroenvironnementales. La TCCDL a aussi la capacité de promouvoir des actions individuelles ou familiales comme des réussites de diminution de déchets ou des exploits en transport actif. La SADC Lotbinière, elle, peut faire valoir l'importance de soutenir la communauté auprès des responsables du développement tout en les appuyant dans la mise en œuvre de projets.

L'institutionnalisation de projets ou d'initiatives est aussi intéressante afin que la problématique soit rattachée à des ressources politiques. De cette manière, l'éventail de solutions à la problématique est plus large. Cette institutionnalisation peut prendre la forme d'une personne responsable à la MRC qui siège sur un comité de suivi auprès de l'organisation (G. Cloutier, échanges de courriel, 15 mai 2020). Cependant, une certaine autonomie doit être assurée pour éviter que l'organisation ne s'appuie trop et mette plus de pression sur l'instance politique. L'organisation doit aussi prendre des moyens pour désigner une personne responsable de faire le lien avec l'instance. Cela s'inscrit aussi dans une vision d'une pluralité d'acteurs afin d'accroître les publics cibles. La MRC et les municipalités ont ce rôle à jouer dans la démarche en concordance avec les organisations sur place.

La mobilisation telle que vue dans un processus peut se décliner en deux étapes. La première vise à favoriser l'approbation et l'appropriation de la problématique au sein de la population et la suivante à la capacité de mettre en action les individus. Pour ce faire, les aspects émotionnels et intellectuels des personnes se rattachent à la mobilisation (Benford et Snow, 2012). La sensibilisation est de mise, car elle cherche à toucher les gens dans leur senti et leur raison, ce qui favorise le consensus. L'évènement Un dimanche pour nos enfants est un exemple qui essaie de faire prendre connaissance du phénomène des changements climatiques à la population. D'un côté, l'approche familiale de l'évènement est utile

afin de toucher l'aspect émotionnel des personnes. En effet, les conséquences des changements climatiques auront des répercussions pour les enfants, peut-être plus grandes que pour les parents, ce qui peut susciter l'inquiétude. D'un autre côté, cette rencontre se veut informative et transmet des savoirs scientifiques. Ce type d'évènement est donc un moyen efficace de sensibilisation et de mobilisation. La planification d'évènements peut se faire dans l'optique de favoriser la découverte intellectuelle et le ressenti émotionnel. Les parties prenantes utilisent leur capacité de sensibiliser à différents niveaux afin d'atteindre leurs objectifs. Elles peuvent se pencher sur la manière de mettre en place les activités en considérant la vision mentionnée précédemment. L'approche doit se faire par une compréhension de la perception des gens afin de prendre en compte leur sensibilité et accroître l'efficacité de la sensibilisation (Gusfield, 2003).

La participation citoyenne et l'acceptabilité sociale sont donc des piliers pour assurer la viabilité d'un projet ou d'initiatives qui peuvent être intégrés à un processus de résilience. Il faut un travail continu pour atteindre cet idéal, et les organisations, les entreprises et les instances municipales travaillent pour y arriver. Dans tous les exemples, l'avancement des projets passe par la consultation de tous les acteurs. Chaque milieu a ses propres caractéristiques, et les moyens d'accroître la participation citoyenne sont spécifiques à chaque communauté. L'essentiel est de faire sentir aux gens qu'ils ont l'espace et le temps pour s'exprimer et réaliser des projets concrets. Le rythme de la mobilisation est un aspect important à respecter. Cela va permettre d'assurer que suffisamment de gens s'impliquent, et peut se traduire aussi par une répétition dans les évènements de mobilisation qui fonctionnent afin de maintenir ces personnes impliquées. Une planification annuelle des évènements permet d'obtenir cette constance dans la mobilisation des personnes. Les échanges avec de nombreux responsables de projets qui tiennent des activités, des communications ou des évènements annuels ont permis d'établir ce constat.

La résilience comprend plusieurs étapes et éléments qui s'entrecroisent. La mobilisation est l'une d'entre elles et transcende le processus. Les parties prenantes qui souhaitent mettre en œuvre la résilience dans la MRC de Lotbinière sont à un moment de la démarche où la participation citoyenne doit être florissante.

## 5. RECOMMANDATIONS

Cette section vise à souligner les éléments dans l'analyse comparative qui sont amenés comme des suggestions dans le but de faciliter la démarche de résilience face aux enjeux environnement dans la MRC de Lotbinière. Pour ce faire, la contribution de chaque partie prenante est nécessaire afin de mener le projet à terme. Pour ces raisons, les recommandations sont mises en point de forme par partie prenante. Toutefois, ces points d'analyse ne sont pas établis à partir d'éléments qui permettent de faire un état des lieux exhaustif de la situation par parties prenantes. Chaque organisation a sa propre réalité qui a été prise en compte le plus possible à partir de l'information disponible. Le but est donc de proposer des idées à la suite d'un constat, des exemples et d'une analyse afin de faciliter et de soutenir le processus de résilience.

### Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière

- Réaliser plus de conférences et d'ateliers par le web;
- Élaborer un calendrier évènementiel pour maintenir la mobilisation;
- Prévoir un suivi, un bilan et des pistes d'actions sous forme de rencontres plus informelles qu'une assemblée annuelle entre les membres, et ce, en ciblant les acteurs clés de manière plus régulière (chaque nouvelle saison de l'année par exemple);
- Maintenir son rôle d'influence auprès des différents acteurs sur le territoire par la diversité des activités proposées, notamment planifier un évènement de réparation comme Maski s'répare;
- Valoriser les actions citoyennes, par exemple, organiser un concours pour l'initiative la plus écoresponsable (diminution des déchets, incitation à se rendre à vélo au travail, ramassage de déchets sur le long de routes...) ou désigner chaque mois une initiative citoyenne qui serait promulguée dans l'infolettre;
- Favoriser la création d'un évènement ou d'un atelier de réparation pour des objets en tout genre;
- Encourager les membres à partager leur moyen de financement avec des rencontres spécifiques pour le faire;
- Créer une communauté de pratiques entre les différents membres de la TCCDL pour la réduction des GES afin de connaître la diversité des moyens utilisés pour la réduction et cibler les plus efficaces et transposables à d'autres organisations;
- Élaborer des sujets de recherches pour les étudiants afin d'encourager la démarche de résilience;
- Accroître la conscientisation environnementale et sociale au travers de la résilience à laquelle le monde est confronté à cause du coronavirus. Par exemple, cela peut se faire avec l'aide

d'infolettres et d'un partage de nouvelles dans l'actualité.

#### **OBV du Chêne**

- Mettre de l'avant des activités qui permettent de regrouper et de sensibiliser les gens (ex. : nettoyage de rives);
- Anticiper les risques et intervenir dans les zones en question par la sensibilisation en utilisant l'avis d'experts comme chez Ouranos;
- Assurer la collaboration des instances municipales comme avec la signature d'ententes formelles sur des actions de protection des milieux naturels;
- Favoriser la mise en place d'une communauté de pratiques sur les milieux humides et hydriques entre les acteurs (municipalités, organisations, citoyens) par une communication sur une plateforme Internet.

#### **Ressourcerie de Lotbinière et Recyc-Lav**

- Publiciser les chiffres sur le détournement de matières résiduelles afin de sensibiliser les gens;
- Collaborer dans la sensibilisation à la gestion des matières résiduelles, par exemple, avec l'organisation d'une journée permettant aux gens de donner des biens lors de la période de déménagements.

#### **Organisations communautaires**

- Trouver des complémentarités entre les organisations afin de faire un partage des ressources humaines;
- Collaborer dans l'élaboration d'activités et d'évènements (notamment pour le financement), par exemple, pour l'organisation de la Fête des semences ou de soupers-bénéfice;
- Maintenir la promotion de la biodiversité, par exemple, avec les Bioblitz et mettre en terre une diversité d'espèces lors de plantations;
- Assurer une plus grande communication entre elles, par exemple, avec la création d'un groupe Facebook exclusivement pour les responsables des organisations;
- Faire plus de sensibilisation aux enjeux environnementaux dans les activités dans le cas du Cercle des fermières, de L'Oasis et du Centre-Femmes comme des ateliers sur les changements climatiques et sur des actions écoresponsables (achat local, transport actif...);
- Élargir la promotion des connaissances sur l'artisanat et l'autonomie par les Cercles des fermières à la société en général (ex. : diffusion d'informations avec des vidéos).

#### **MRC de Lotbinière**

- Développer une stratégie concertée de diminution de GES à l'échelle du territoire. Une collaboration avec la SADC ou faire appel à des étudiants pour faire un portrait permettant



d'établir les étapes de cette démarche;

- Maintenir la consultation du public avec les sondages en ligne et la présence de différents acteurs sur le comité consultatif en environnement;
- Présenter la planification stratégique par une rencontre informelle avec différentes tables où des responsables échangent avec les citoyens;
- Élaborer un budget participatif pour favoriser la participation citoyenne ou du moins le favoriser et l'encourager dans les municipalités;
- Élaborer un document permettant aux municipalités d'instaurer une tarification sur le carbone pour le développement résidentiel;
- Assurer une communication avec les municipalités et un suivi dans leur développement comme par une plateforme en ligne permettant de voir les projets en place de chaque municipalité;
- Valoriser des projets culturels et les artisans dans la région. Par exemple, promouvoir les spectacles au moulin du portage, organiser une foire pour les artistes et les artisans au Domaine Joly de Lotbinière ou organiser un concours de photos, peintures, etc.;
- Mentionner la recyclerie sur son site Internet;
- Promouvoir la TCCDL sur son site notamment par un lien hypertexte.

### **Municipalités**

- Partager des initiatives proactives pour l'environnement entre elles. Les rencontres entre les maires sont de bons moyens pour le faire;
- Diversifier les événements afin d'accroître l'intérêt porté par les citoyens envers la municipalité. Par exemple avec l'organisation d'activités sportives par la course, le vélo, le ski de fond ou la raquette, la réalisation de piqueniques en intégrant les producteurs locaux, faire des soirées Bingo, etc.;
- Réaliser un concours afin de valoriser la diversité des espèces végétales sur des propriétés privées et faire la promotion de la conservation;
- Établir une tarification de compensation de GES par le développement résidentiel avec le soutien de la MRC;
- Encourager l'émergence d'un projet résidentiel autonome et communautaire par le lotissement et la réglementation tout en publicisant un tel projet dans la municipalité et sur Internet;
- Favoriser le partenariat entre les écoles primaires pour assurer leur viabilité. Par exemple, les directeurs d'écoles peuvent se rencontrer et se pencher sur les ressources humaines et matérielles possibles à partager (surtout pour les plus petites municipalités).

### **SADC Lotbinière**

- Créer une plateforme de partage et d'échange entre acteurs économiques;
- Soutenir la planification stratégique de la MRC en concordance avec le DD, notamment, dans le volet économique par l'appui qu'elle peut offrir aux entrepreneurs innovants;
- Promouvoir les initiatives de développement local. Par exemple, faire de la publicité (Internet, affichage) pour une nouvelle entreprise dont les actions s'inscrivent dans le DD et en incitant sur l'importance de l'achat local.

### **Goûtez Lotbinière — Pôle agroalimentaire de Lotbinière — UPA**

- Établir une communauté de pratiques pour l'autosuffisance alimentaire. Cela peut être sous forme d'un document montrant les circuits possibles entre producteurs et distributeurs tout en nommant de bonnes pratiques agroenvironnementales d'agriculteurs;
- Inclure davantage la banque alimentaire dans les rencontres de la table Goûtez Lotbinière;
- Valoriser le travail des plus petits ou des nouveaux producteurs. Cela peut se faire par une symbologie particulière sur la carte interactive de la table Goûtez Lotbinière pour mieux les identifier;
- Maintenir l'appui de pratiques agroenvironnementales responsables comme sur la limitation de l'usage des pesticides et les alternatives;
- Faire la promotion du Pôle auprès des petits producteurs.

### **Aide alimentaire Lotbinière**

- Collaborer avec les acteurs locaux afin de trouver des moyens pour réaliser un projet agricole et d'intégration sociale comme un projet d'agriculture communautaire fournissant la banque alimentaire;
- Maintenir et créer plus de collaboration avec des producteurs de la région par la sensibilisation à certaines conditions sociales auprès de ceux-ci;
- Organiser des activités de financement avec les producteurs via l'UPA, notamment par des marchés hebdomadaires dont une partie des sommes iraient à l'organisation.

### **Coop FA**

- Maintenir les activités de sensibilisation et de partage de savoirs. Par exemple, un suivi avec les élèves de ce qu'ils ont appris pourrait être intéressant à faire un mois après le passage de l'équipe de la coopérative.

## CONCLUSION

La Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière pose des actions dans le but de diminuer les émissions de GES de la communauté par un changement des habitudes de vie des gens. L'objectif de cet essai est d'outiller la MRC de Lotbinière afin de consolider et d'améliorer la démarche de résilience face aux enjeux environnementaux. Une définition de la résilience, un portrait des acteurs d'influences sur le territoire, d'autres exemples de communautés résilientes, une analyse comparative et des recommandations sont les étapes qui ont servi à atteindre l'objectif. Cette progression dans le texte cherche aussi à mieux documenter la démarche de résilience d'une communauté afin d'en faire la promotion dans d'autres MRC.

Dans le cadre de ce travail, la résilience a été évoquée, tout d'abord, par son origine qui se réfère à sauter vers l'arrière. Aujourd'hui, elle est vue en général comme une capacité à faire face à un événement perturbateur et à revenir à un état d'équilibre. Ce concept s'inscrit dans un processus et non comme un état stationnaire. Ensuite, il a été possible d'identifier quatre phases à cette démarche qui correspondent à une préparation à la perturbation, à une capacité de repenser le modèle social, à le reconstruire et consolider le tout par la suite. D'autres auteurs parlent plutôt de ressources afin de comprendre la capacité de résilience d'une communauté. La dynamique de ces ressources et les catégories permettent de comprendre les éléments d'une démarche de résilience. Enfin, la vision de la résilience en tant que processus est centrale dans la manière qu'elle est abordée en lien avec les changements climatiques et la crise environnementale. L'anticipation des risques liée à ces phénomènes est aussi considérée dans la démarche.

La description de diverses parties prenantes donne une idée des acteurs et de la façon dont leurs actions s'inscrivent dans la résilience. Elle montre que la sensibilisation et la mobilisation sont les principales manières d'influencer qu'ont les acteurs afin de faciliter le processus de résilience. Plus spécifiquement, les organisations communautaires prônent surtout une protection de l'environnement dans son ensemble. De plus, une production durable et viable d'aliments sur le territoire anime plusieurs organisations comme la TCCDL, la table Goûtez Lotbinière et l'UPA. La protection des milieux naturels est aussi mise en valeur notamment par l'OBV du Chêne. À l'échelle des instances municipales, la MRC considère la diminution des GES et la protection dans sa vision de développement. Les municipalités, elles, agissent dans la mesure de leur capacité et certaines sont plus proactives que d'autres. Des acteurs économiques sont aussi là pour sensibiliser et poser des actions concrètes sur le territoire. En effet, la SADC soutient les démarches de DD dans les entreprises. Tous ces acteurs contribuent, à leur manière, à favoriser des habitudes de vie moins dommageables pour l'environnement tant par la sensibilisation, la mobilisation, la concertation, le partage de connaissances et par des moyens concrets pour y parvenir. À l'échelle théorique, en ce qui concerne

la résilience, Lotbinière a les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction des GES tout en s'insérant dans une modification du mode de vie des gens. Les ressources sont disponibles et utilisées à divers niveaux. Les parties prenantes du portrait montrent la nécessité d'une multitude d'acteurs pour faciliter le processus.

La résilience se réfère aussi à une adaptation ou une anticipation à une perturbation qui peut venir des changements climatiques, des activités humaines ou d'un contexte social particulier. Les illustrations de communautés résilientes en témoignent et ont permis d'identifier des concepts qui concernent leur démarche. L'innovation sociale avec la participation citoyenne, la communication, l'identification au territoire et les finances sont les principaux éléments qui ont facilité la résilience dans ces communautés. Certains individus ont su proposer une réponse à cette problématique en apportant des éléments innovants dans leur communauté. Ce sont également autant des initiatives issues de citoyens, d'organisations ou d'instances politiques.

Le parallèle entre ces concepts et les parties prenantes de la résilience de Lotbinière a été réalisé afin d'analyser la situation selon des points de vue des acteurs, et ce, dans le but de pouvoir faire des recommandations ciblées par parties prenantes. Ces recommandations sont les outils qui permettent de consolider et d'améliorer la démarche de résilience dans la MRC de Lotbinière. L'analyse a donc fait ressortir des éléments s'inspirant d'autres communautés et applicables au contexte de la région. La collaboration entre organisations pour le financement et d'autres activités représente des éléments importants pour l'amélioration du processus de résilience. Par exemple, la création d'une communauté de pratiques par la TCCDL ou l'OBV permettrait de favoriser le processus de résilience de même qu'une stratégie de diminution des GES par la MRC et une valorisation de gestes écoresponsables de citoyens par les municipalités. La consolidation se caractérise par un renforcement de bonnes pratiques existantes comme la consultation de la MRC et la promotion de pratiques agroenvironnementales par l'UPA. Dans tous les cas, pour chaque acteur, des moyens pour améliorer et consolider le processus sont proposés, et les efforts doivent être constants.

En globalité, la résilience sur le territoire de la MRC de Lotbinière est sur la bonne voie. La structure mise en place est unique et les efforts doivent être maintenus. De plus en plus de personnes sont conscientisées aux changements climatiques et sont ouvertes à diminuer leurs émissions de GES.

La conscientisation aux changements climatiques doit aussi se faire auprès des décideurs politiques afin de promouvoir la dimension environnementale dans le développement territorial. Cependant, les différents paliers de gouvernance ont des initiatives parfois divergentes et la relance économique à la suite de la crise liée à la COVID-19 le montre. D'un côté, un mouvement pour une économie plus verte et solidaire se fait déjà sentir notamment auprès de maires à travers le Québec qui ont adressé une

lettre au gouvernement, en espérant qu'elle soit considérée, afin de soutenir une relance écologique et socialement viable (Agence QMI, 2020, 4 juin). D'un autre côté, le gouvernement canadien a soustrait les forages pétroliers au large des côtes de l'évaluation environnementale afin de faciliter le redémarrage de l'industrie pétrolière (Shields, 2020, 5 juin).

Toutes décisions politiques ont des conséquences sur le futur et la pandémie permet de redéfinir la vision que la société porte relativement à l'avenir. La démarche de résilience cadre dans une société qui tend vers des relations harmonieuses et équilibrées entre les individus et leur milieu. Elle permet d'assurer aux générations futures un avenir meilleur, celui-ci étant déjà criblé des conséquences des actions passées.

## RÉFÉRENCES

- 100° Mauricie. (2018, 15 mars). L'initiative citoyenne, le moteur du changement de nos milieux de vie [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://centdegres.ca/conferences/linitiative-citoyenne-moteur-changement-de-nos-milieux-de-vie/>
- Agence QMI. (2020, 4 juin). 15 maires du Québec demandent une relance verte et solidaire. TVA. Repéré à <https://www.tvanouvelles.ca/2020/06/04/15-maires-du-quebec-demandent-une-relance-verte-et-solidaire-1>
- Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière. (s.d.). Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière. Repéré à <https://www.foretjolydelotbiniere.org/>
- Amis du marais de Saint-Antoine-de-Tilly. (s.d.). Les amis du marais de Saint-Antoine-de-Tilly. Repéré à <http://amisdumarais.com/index.htm>
- Barbault, R. (2013). Résilience et adaptabilité des écosystèmes. *Responsabilité & Environnement*, (72), 54-58,168,172,174,176.
- Benford, R. D. et Snow, D. A. (2012). Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix*, 25 (99), 219-255.
- Bériot, N. (2013). Résilience et adaptation climatique : Une question globale ou une problématique sectorielle ? *Responsabilité & Environnement*, (72), 48-53,168,172,174,176.
- Brouillet, M.-I. et Bujold, M.-Y. (2000). Analyse des stratégies de communication et de coopération utilisées par le médecin dans douze consultations médicales de routine. *Interactions*, 4 (2), 79 — 102. Repéré à [https://www.usherbrooke.ca/psychologie/fileadmin/sites/psychologie/espace-etudiant/Revue\\_Interactions/Volume\\_4\\_no\\_2/V4N2\\_BROUILLET\\_Michele-Isis\\_p79-102.pdf](https://www.usherbrooke.ca/psychologie/fileadmin/sites/psychologie/espace-etudiant/Revue_Interactions/Volume_4_no_2/V4N2_BROUILLET_Michele-Isis_p79-102.pdf)
- Cassen, B. (2006, aout). Longue vie à Saint-Camille. *Monde Diplomatique*. Repéré à <https://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/CASSEN/13778>
- Centre-Femmes de Lotbinière. (s.d.). Notre vision. Repéré à [http://www.cflotbiniere.qc.ca/blog/?page\\_id=76](http://www.cflotbiniere.qc.ca/blog/?page_id=76)
- Centre local de développement Brome-Missisquoi (CLD BM). (2014). Lancement du projet de symbiose industrielle dans Brome-Missisquoi. Repéré à <https://region-brome-missisquoi.ca/lancement-du-projet-symbiose-industrielle-brome-missisquoi/>
- CLD BM. (2015). Résultats du projet de symbiose industrielle dans Brome-Missisquoi pour 2015; 20 échanges d'expertise et de matière génèrent des retombées économiques, environnementales et sociales. Repéré à <https://region-brome-missisquoi.ca/resultats-du-projet-de-symbiose-industrielle-dans-brome-missisquoi-pour-2015-20-echanges-dexpertise-et-de-matieres-generent-des-retombees-economiques-environnementales-et-sociales/>
- CLD BM. (2019). 2014-2018 : Bilan record pour la symbiose industrielle de Brome-Missisquoi. Repéré à <https://region-brome-missisquoi.ca/2014-2018-bilan-record-pour-la-symbiose-industrielle-de-brome-missisquoi/>
- Cercle des fermières. (2020). Notre mission. Repéré à <https://cfq.qc.ca/a-propos/notre-mission/>

- Cloutier, G. et Demers, M-A. (2017). Le Comité Rivière à Saint-Raymond (Portneuf) : une expérimentation de gouvernance locale du risque d'inondation. *Cahiers de géographie du Québec*, 61 (174), 1-20.
- Collins, M., Carlson, J. et Petit, F. (2011). Community resilience: Measuring A Community's ability to withstand. *WIT Transactions on the Built Environment*, 119, 111-123.
- Community and regional resilience institute. (2013). *Definitions of community resilience: an analysis*. Repéré à <https://s31207.pcdn.co/wp-content/uploads/2019/08/Definitions-of-community-resilience.pdf>
- Conseil des arts et de la culture de Vaudreuil-Soulanges (CACVS). (2020a). À propos. Repéré à <https://www.artculturevs.ca/agrave-propos.html>
- CACVS. (2020b). Médiation culturelle. Repéré à <https://www.artculturevs.ca/meacutediation-culturelle.html>
- Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA). (2019). Embarque Chaudière-Appalaches. Repéré à <https://embarquechaudiere-appalaches.ca/>
- Dinh, H. et Pearson, L. (2015). Specifying community economic resilience – A framework for measurement. *Australasian Journal of Regional Studies*, 21(3), 278-302.
- Dufresne, C. (2014). *Une communauté apprenante, innovante et solidaire : le cas de Saint--Camille comme modèle porteur de développement rural*. (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Chicoutimi, Chicoutimi, Québec). Repéré à [https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/10/CRISES\\_TM1401.pdf](https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/10/CRISES_TM1401.pdf)
- Eriksen, S. H. et OBrien, K. (2007). Vulnerability, poverty and the need for sustainable adaptation measures. *Climate Policy*, 7(4), 337-352.
- Express Lotbinière. (2016). Découvrez l'Express vers Sainte-Foy. Repéré à <http://express-lotbiniere.com/>
- FAO. (s.d.). *Resilience Index; measurement and analysis model*. Repéré à <http://www.fao.org/3/a-i1402e.pdf>
- Fédération canadienne des municipalités. (2020). Partenaires dans la protection du climat. Repéré à <https://fcm.ca/fr/programmes/partenaires-dans-la-protection-du-climat>
- Féron, É.(s.d.). Autodétermination. Repéré à <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/autodetermination/>
- Fridays for Future. (s.d.). About #FridaysForFuture. Repéré à <https://www.fridaysforfuture.org/about>
- Front commun pour la transition énergétique. (2019). *Projet Québec ZéN, zéro émission nette : feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité*. Repéré à [https://www.pourlatransitionenergetique.org/wp-content/uploads/QcZeN-Feuillederoute\\_V1.pdf](https://www.pourlatransitionenergetique.org/wp-content/uploads/QcZeN-Feuillederoute_V1.pdf)
- Gagnon, G. A., Krkosek, W., Anderson, L., McBean, E., Mohseni, M., Bazri, M. et Mauro, I. (2016). Impacts of hydraulic fracturing on water quality: a review of literature, regulatory frameworks and an analysis of information gaps. *Environmental Reviews*, 24(2), 122–131.

- Gouvernement du Québec. (2012a). Office québécois de la langue française; Résilience. Repéré à <http://www.granddictionnaire.com/Resultat.aspx>
- Gouvernement du Québec. (2012b). *Stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020*. Repéré à [http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan\\_action/strategie-adaptation2013-2020.pdf](http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan_action/strategie-adaptation2013-2020.pdf)
- Gouvernement du Québec. (2019). Programme Climat municipalités - Phase 2. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/programmes/climat-municipalites2/index.htm>
- Grenier, F. (2020, 14 avril). Survol de l'actualité : 14 avril 2020. 100°. Repéré à <https://centdegres.ca/magazine/sante-et-societe/survol-de-lactualite-14-avril-2020/>
- Gusfield, J. (2003). Action collective et problèmes publics. Dans D. Cefai et D. Pasquier (dir.), *Les sens du public* (p.63-78). Repéré à [https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/805315/filename/Cefai\\_Pasquier\\_Les\\_sens\\_du\\_public\\_PUF2003.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/805315/filename/Cefai_Pasquier_Les_sens_du_public_PUF2003.pdf)
- Horgan, D. et Dimitrijević, B. (2019). Frameworks for citizens participation in planning: From conversational to smart tools. *Sustainable Cities and Society*, 48, 1-9.
- Houston, J. B., Spialek, M. L., Cox, J., Greenwood, M. M. et First, J. (2015). The centrality of communication and media in fostering community resilience: A framework for assessment and intervention. *American Behavioral Scientist*, 59 (2), 270-283.
- Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL). (s.d.a). Accueil. Repéré à <https://iddpnql.ca/>
- IDDPNQL. (s.d.b). Changements climatiques. Repéré à <https://iddpnql.ca/changements-climatiques/>
- Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ). (2017). *Pratiques novatrices pour la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie et à la santé dans la MRC d'Argenteuil : étude de cas*. Repéré à [https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2252\\_pratiques\\_novatrice\\_municipal\\_environnements\\_saines\\_habitudes\\_vie\\_mrc\\_argenteuil.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2252_pratiques_novatrice_municipal_environnements_saines_habitudes_vie_mrc_argenteuil.pdf)
- La presse canadienne. (2020, 24 mars). Coronavirus : catastrophe chez les PME canadiennes, selon un sondage. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/202003/24/01-5266168-coronavirus-catastrophe-chez-les-pme-canadiennes-selon-un-sondage.php>
- Labbé, F. (2015, 24 août). Des terres municipales nourrissent plus de 2000 personnes dans la MRC d'Argenteuil. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/735431/projet-agriculture-communautaire-argenteuil>
- Labrecque, M. (2019, 17 décembre). Le Pôle agroalimentaire de Lotbinière officiellement ouvert. *Le Peuple Lotbinière*. Repéré à [https://www.lepeuplelotbiniere.ca/1120/Le\\_P%C3%B4le\\_agroalimentaire\\_de\\_Lotbini%C3%A8re\\_officiellement\\_ouvert.html?id=61567](https://www.lepeuplelotbiniere.ca/1120/Le_P%C3%B4le_agroalimentaire_de_Lotbini%C3%A8re_officiellement_ouvert.html?id=61567)
- Langlais, J-P. (2018, 5 décembre). Sainte-Flavie se dote d'outils de prévention et de sécurité. *L'avantage*. Repéré à <https://www.lavantage.qc.ca/article/2018/12/05/sainte-flavie-se-dote-d-outils-de-prevention-et-de-securite>



- Lavoie, M-A. (2018, 15 décembre). Des déchets qui rapportent dans Lotbinière. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140511/lotbiniere-depotoir-credits-carbone-energir-c02>
- L'Écho de Maskinongé. (2019, 12 juillet). Une 3e édition pour Maski s'répare!. *L'Écho de Maskinongé*. Repéré à <https://www.lechodemaskinonge.com/actualites/une-3e-edition-pour-maski-srepare/>
- Lessard, A. (2020, 27 mars). Sherbrooke unie contre la pandémie. *Estrée plus*. Repéré à [http://estrieplus.com/contenu-campagne\\_sherbrooke\\_unie\\_contre\\_pandemie-1355-47939.html](http://estrieplus.com/contenu-campagne_sherbrooke_unie_contre_pandemie-1355-47939.html)
- L'Oasis de Lotbinière. (s.d.). Groupe d'entraide. Repéré à <http://oasisdelotbiniere.org/Activites.aspx>
- Lussier, M-P. (2017). *Analyse des métabolismes communicationnels en écologie industrielle : recommandations pour la communauté Synergie Québec* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10650/Lussier\\_Marie\\_Pier\\_MEnv\\_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10650/Lussier_Marie_Pier_MEnv_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- McCrea, R., Walton, A. et Leonard, R. (2014). A conceptual framework for investigating community wellbeing and resilience. *Rural Society*, 23 (3), 270-282.
- Moissonneurs solidaires. (s.d.). Le projet. Repéré à <http://www.moissonneurssolidaires.org/projet>
- Molaison, M-L. (2016). *Étude de modèle d'affaires de la symbiose industrielle de Brome-Missisquoi, selon la perspective du système d'activité* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8932/Molaison\\_Marie\\_Line\\_MEnv\\_2016.pdf?sequence=2&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/8932/Molaison_Marie_Line_MEnv_2016.pdf?sequence=2&isAllowed=y)
- MRC d'Argenteuil. (2017). *PDZA de la MRC d'Argenteuil et projet d'agriculture communautaire d'Argenteuil*. Repéré à [http://www.adgmrcq.ca/6.Jardins\\_qui\\_nourrissent.pdf](http://www.adgmrcq.ca/6.Jardins_qui_nourrissent.pdf)
- MRC d'Argenteuil. (2017, 17 octobre). Projet d'agriculture communautaire — Mettre le genou à terre ! [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=N-Sv6pz1iNA>
- MRC d'Argenteuil. (2019). *Projet d'agriculture communautaire de la MRC d'Argenteuil*. Repéré à [https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/jasp/archives/2019/jasp2019\\_systemes\\_alimentaires\\_jonathan\\_palardy.pdf](https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/jasp/archives/2019/jasp2019_systemes_alimentaires_jonathan_palardy.pdf)
- MRC de Nicolet-Yamaska. (2019). Plan de transition écologique. Repéré à <https://www.mrcnicolet-yamaska.qc.ca/file-4862>
- MRC de Vaudreuil-Soulanges. (s.d.). *La politique culturelle dans la voie du développement durable*. Repéré à [https://mrcvs.ca/wp-content/uploads/2018/08/politiqueculturelle\\_web.pdf](https://mrcvs.ca/wp-content/uploads/2018/08/politiqueculturelle_web.pdf)
- Opération veille et soutien stratégique (OVSS). (s.d.). *L'OVSS présente : En route vers la carboneutralité de la MRC de Maskinongé*. [Vidéo en ligne]. Repéré à [https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=456&v=pv0QrIU2BC0&feature=emb\\_logo](https://www.youtube.com/watch?time_continue=456&v=pv0QrIU2BC0&feature=emb_logo)
- Organisme de bassin versant (OBV) de la zone du Chêne. (s.d. a). Berce du Caucase — Lutte régionale. Repéré à <http://www.obvduchene.org/berce-du-caucase-lutte-regionale/>
- OBV de la zone du Chêne. (s.d.b). Bioblitz 2020. Repéré à <http://www.obvduchene.org/bioblitz-2020/>

- OBV de la zone du Chêne. (s.d.c). Les bons coups en agroenvironnement. Repéré à <http://www.obvduchene.org/amenagements-agro-environnementaux/>
- OBV de la zone du Chêne. (s.d.d). Plan directeur de l'eau. Repéré à <http://www.obvduchene.org/pde/>
- OBV de la zone du Chêne. (s.d.e). Projet collectif Petit Saut. Repéré à <http://www.obvduchene.org/projet-collectif-petit-saut/>
- Phare Climat. (2018). Créer un fond pour des projets environnementaux à l'aide d'une tarification sur la création de nouveaux terrains. Repéré à <https://www.phareclimat.com/273-creer-un-fond-pour-des-projets-environnementaux-a-laide-dune-tarification-sur-la-creation-de-nouveaux-terrains>
- Regroupement des organismes de bassins versants du Québec. (s.d.). Qui sommes-nous?. Repéré à <https://robvq.qc.ca/resalliance>
- Réseau québécois en innovation sociale (RQIS). (2011). *Déclaration québécoise pour l'innovation sociale*. Repéré à [http://www.rqis.org/wp-content/uploads/2014/08/Declaration\\_quebecoise\\_pour\\_linnovation\\_sociale1.pdf](http://www.rqis.org/wp-content/uploads/2014/08/Declaration_quebecoise_pour_linnovation_sociale1.pdf)
- RQIS. (s.d.). Innovation sociale. Repéré à <http://www.rqis.org/innovation-sociale/>
- Santos Silva, J. (2017). *Apprentissage collectif et résilience des communautés côtières à l'heure des changements climatiques : les cas de Sainte-Flavie et de Rivière-au-Tonnerre (Québec)* (Thèse de doctorat, Université du Québec à Rimouski, Rimouski, Québec). Repéré à [http://semaphore.uqar.ca/1345/1/Julia\\_Santos\\_Silva\\_septembre2017.pdf](http://semaphore.uqar.ca/1345/1/Julia_Santos_Silva_septembre2017.pdf)
- Serfilippi, E. et Ramnath, G. (2018). Resilience Measurement and Conceptual Frameworks: A Review of the Literature. *Annals of Public & Cooperative Economics*, 89(4), 645–664.
- ShaGG Communications. (2014). *Plan de communication, sensibilisation et mobilisation; pour la mise en œuvre des plans d'action pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la Ville de Nicolet*. Repéré à [https://nicolet.ca/upload/centre-documentaire/developpement\\_durable\\_et\\_environnement/plan-de-communication-sensibilisation-et-mobilisation-ville-de-nicolet-vf-2014-01-29\\_1\\_.pdf](https://nicolet.ca/upload/centre-documentaire/developpement_durable_et_environnement/plan-de-communication-sensibilisation-et-mobilisation-ville-de-nicolet-vf-2014-01-29_1_.pdf)
- Shields, A. (2020, 5 juin). Forages en mer exemptés d'une évaluation environnementale. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/580160/forages-en-mer-exemptes-d-une-evaluation-environnementale>
- Simonet, G.(2009). Le concept d'adaptation : polysémie interdisciplinaire et implication pour les changements climatiques. *Natures sciences sociétés*, 4 (17), 392-401.
- Solution locale (s.d.). Répertoire de ressources locales en contexte de distanciation sociale. Repéré à <https://solutionlocale.ca/>
- Summers, J. K., Smith, L. M., Harwell, L. C. et Buck, K. D. (2017). Conceptualizing holistic community resilience to climate events: Foundation for a climate resilience screening index. *GeoHealth*, 1(4), 151-164.
- Table de concertation sur le climat Demain Lotbinière (TCCDL). (s.d.a). Dossier. Repéré à <https://www.demainlotbiniere.ca/>
- TCCDL. (s.d.b). Groupes d'action. Repéré à <https://www.demainlotbiniere.ca/groupes-citoyens>

- TCCDL. (s.d.c). Notre mission. Repéré à <https://www.demainlotbiniere.ca/>
- Tisseron, S. (2013). Résiliences : Ambiguïtés et espoirs. *Responsabilité & Environnement*, (72), 17-21,169,171,173,175.
- Tschakert, P. et Machado, M. (2012). Gender Justice and Rights in Climate Change Adaptation: Opportunities and Pitfalls. *Ethics & Social Welfare*, 6(3), 275–289.
- Union des producteurs agricoles (UPA). (s.d.). Mouvement Mangeons local plus que jamais ! Repéré à <http://www.upa.qc.ca/fr/mangeons-local-plus-que-jamais/#decouvrez>
- UPA. (2020a). Boîte à outils sur les pesticides et les méthodes alternatives. Repéré à <https://www.upa.qc.ca/fr/pesticides/>
- UPA. (2020b). Mission et valeur. Repéré à <https://www.upa.qc.ca/fr/mission/>
- UPA. (2020c). Portes ouvertes sur les fermes du Québec : L'environnement c'est dans notre culture!. Repéré à <https://www.upa.qc.ca/fr/communiques/2019/08/portes-ouvertes-sur-les-fermes-du-quebec-lenvironnement-cest-dans-notre-culture/L>
- Ville de Matane. (2020a). Les règlements. Repéré à <https://www.budgetparticipatifmatane.com/reglements>
- Ville de Matane. (2020b). Projets 2018. Repéré à <https://www.budgetparticipatifmatane.com/edition-2018>
- Ville de Vaudreuil-Dorion. (2017). Agenda 21 de la culture. Repéré à <https://www.ville.vaudreuil-dorion.qc.ca/fr/loisirs-et-culture/vie-culturelle/agenda-21-de-la-culture>
- YHC Environnement. (2015). Changements climatiques : Inventaire et plan d'action pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre; Ville de Nicolet. Repéré à <http://action-ges.com/nicoletmiseajourplandaction2018>

## ANNEXE 1 — PERSONNES INTERROGÉES DANS LE CADRE DE L'ESSAI

Nom retrouvé dans le texte	Nom complet de la personne	Rôle de la personne interrogée
A. Ferland	Andréanne Ferland	Chargée de projet en changements climatiques, IDDPNQL
A. Fournier	Amélie Fournier	Directrice adjointe de la municipalité de Saint-Agathe
A. Leblanc	Andréanne Leblanc	Directrice d'Aide alimentaire Lotbinière
C. Bergeron	Cathy Bergeron	Directrice générale adjointe de la municipalité de Saint-Apollinaire
C. Drolet	Clément Drolet	Responsable de l'urbanisme, municipalité de Saint-Agapit
C. Dupuis	Carole Dupuis	Comité de coordination, Front commun pour la transition énergétique. Porte-parole, Mouvement écocitoyen UNEplanète
C. Shaldembrand	Céline Shaldembrand	Coordonnatrice des communications par intérim, Regroupement des organismes de bassins versant du Québec
I. Dessureault	Ian Dessureault	Conseiller professionnel en environnement, Ville de Laval
I. Dupuis	Irène Dupuis	Présidente de la TCCDL
D. Lamoureux	Daniel Lamoureux	Président du Pôle agroalimentaire de Lotbinière, Coop de solidarité
D. Raymond	Danielle Raymond	Coordonnatrice du service aux entreprises et conseillère en développement agroalimentaire, MRC de Lotbinière
J. Pelletier	Jean Pelletier	Membre des scouts
K. Langlais	Karine Langlais	Conseillère en développement durable, SADC Maskinongé
K. Marcoux	Karine Marcoux	Conseillère en développement local et communication, SADC Lotbinière
L. Grould	Lucie Grould	Agente de liaison au développement des collectivités à la MRC de Lotbinière
L. Jacques	Lucie Jacques	Gérante, Ressourcerie de Lotbinière
L. Marmen	Lynda Marmen	Présidente Société d'horticulture de Saint-Apollinaire
M. Côté	Michel Côté	Directeur général, MRC de Nicolet-Yamaska
M. Croteau	Martin Croteau	Coordonnateur de l'aménagement du territoire, MRC de Nicolet-Yamaska
M. Lamond	Mario Lamond	Gérant Recyc-Lav
N. Viel Noonan	Nicole Viel Noonan	Mairesse de Saint-Patrice-de-Beaurivage
O. Familiar	Oriana Familiar	Conseillère en développement durable, CLD MRC Brome-Missisquoi
P. Bluteau	Patrice Bluteau	Président Amis de la forêt seigneuriale de Lotbinière
R.-C. Bergeron	Renée-Claude Bergeron	Coordonnatrice du projet agriculture communautaire, MRC d'Argenteuil
R. Mailhot	Raphaëlle Mailhot	Coordonnatrice régionale et chargée de projet, Coop FA
S. Fortier	Solange Fortier	Présidente du Cercle des fermières de Saint-Apollinaire
S. Milot	Sylvain Milot	Conseiller en aménagement et en environnement, UPA
V. Le Jeune	Valérie Le Jeune	Directrice générale de la municipalité de Lotbinière